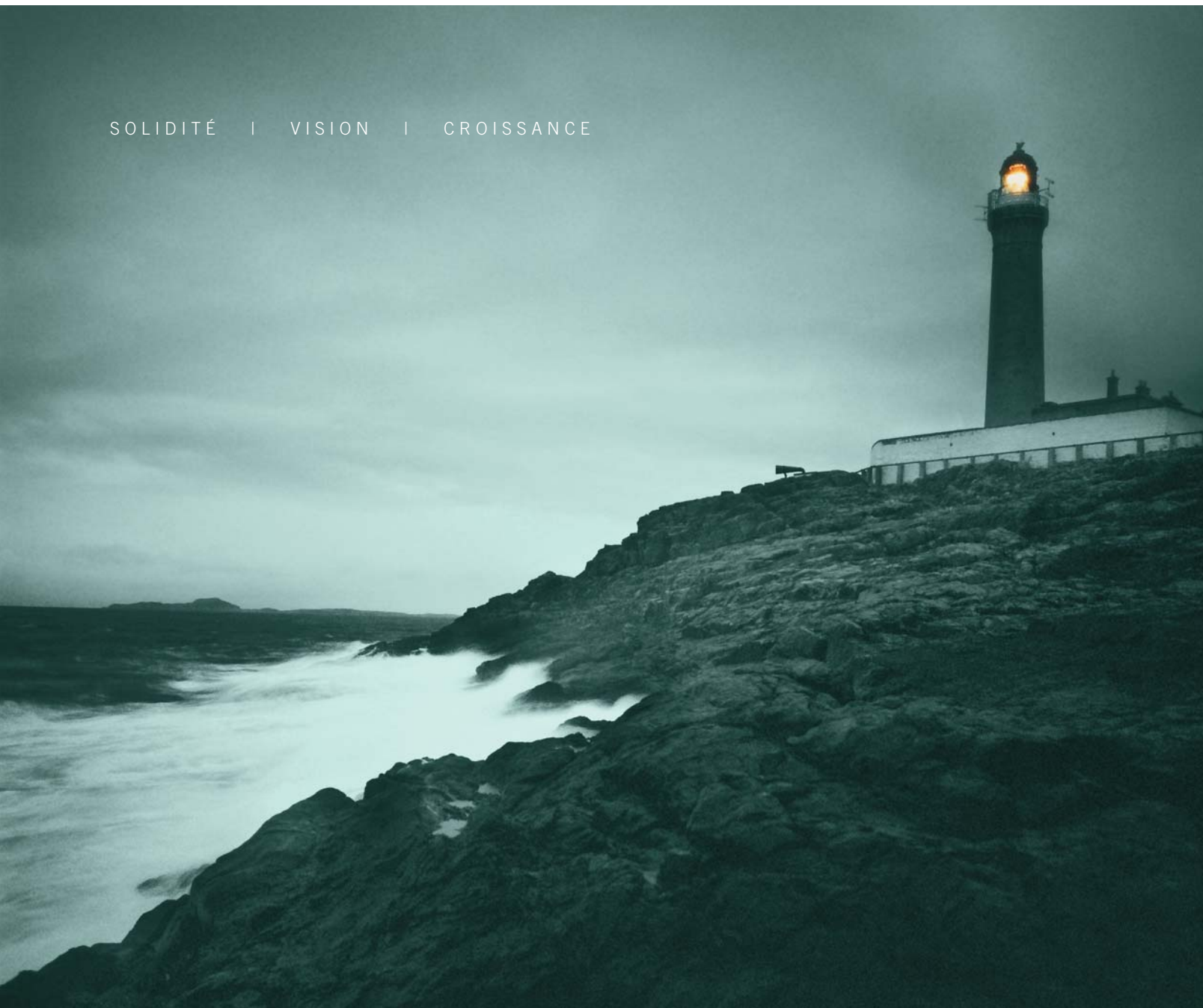


SOLIDITÉ | VISION | CROISSANCE



Financière
IGM

RAPPORT DU PREMIER TRIMESTRE
POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ
LE 31 MARS 2009

- 1 Points saillants financiers
- 2 Rapport aux actionnaires
- 4 Rapport de gestion
- 37 États financiers consolidés intermédiaires
- 42 Notes complémentaires
- 48 Renseignements aux actionnaires

Avertissement à l'égard des déclarations prospectives

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes terminées à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction, et ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur l'exploitation, les activités, la situation financière, les résultats financiers prévus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses importants ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des objectifs et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs importants, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les activités, le rendement et les

résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou prévus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques d'illiquidité des marchés et de financement, des changements de conventions et de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de modifications comptables futures (y compris l'adoption des Normes internationales d'information financière), des risques liés à l'exploitation et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des opérations stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en oeuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des risques et des incertitudes qui ont une incidence sur les activités de la Société, veuillez consulter les documents d'information de cette dernière. Ces documents ont été déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières du Canada et sont accessibles à l'adresse www.sedar.com.

Mesures financières non définies par les PCGR

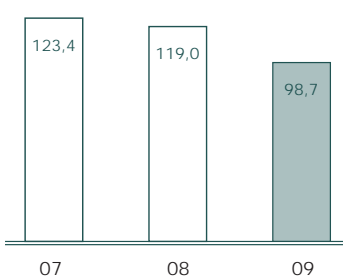
Le présent rapport contient des mesures financières non définies par les PCGR. Les termes se rapportant à des mesures financières non définies par les PCGR comprennent, sans s'y limiter, les termes suivants : « bénéfice net ajusté », « bénéfice dilué par action ajusté » et « rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté », lesquels sont utilisés pour fournir à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles visant à évaluer le rendement. Également, le « bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) » et le « bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) » sont des mesures non définies par les PCGR utilisées afin de donner à la direction, aux investisseurs et aux analystes de placements des mesures additionnelles pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Toutefois, ces mesures financières non définies par les PCGR n'ont pas de définition normalisée et ne sont pas directement comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés et peuvent ne pas être directement comparables à toute mesure prescrite par les PCGR. Veuillez consulter les rapprochements appropriés de ces mesures financières non définies par les PCGR avec les mesures prescrites par les PCGR.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

Pour les trimestres terminés à ces dates (non vérifié)	31 MARS 2009	31 DÉCEMBRE 2008	31 MARS 2008	VARIATION (%)	
				31 DÉCEMBRE 2008	31 MARS 2008
Bénéfice net (en M\$)					
Ajusté ¹	133,5 \$	140,1 \$	211,2 \$	(4,7) %	(36,8) %
Selon les PCGR	133,5	79,8	211,2	67,3	(36,8)
Bénéfice dilué par action					
Ajusté ¹	0,51	0,53	0,79	(3,8)	(35,4)
Selon les PCGR	0,51	0,30	0,79	70,0	(35,4)
Rendement des capitaux propres					
Ajusté ¹	12,9 %	13,4 %	20,2 %		
Selon les PCGR	12,9 %	7,7 %	20,2 %		
Dividendes par action	0,5125	0,5125	0,4875	-	5,1
Total de l'actif géré² (en M\$)	98 655 \$	101 742 \$	118 957 \$	(3,0) %	(17,1) %
Groupe Investors					
Fonds communs de placement	46 574	47 491	58 582	(1,9)	(20,5)
Mackenzie					
Fonds communs de placement	33 659	35 814	44 555		
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes institutionnels et autres comptes	18 943	18 846	16 325		
Total	52 602	54 660	60 880	(3,8)	(13,6)
Counsel Group of Funds					
Fonds communs de placement	1 670	1 740	2 180	(4,0)	(23,4)
Pour le trimestre terminé le 31 mars 2009		GRUPE INVESTORS	MACKENZIE	COUNSEL GROUP OF FUNDS	TOTAL ³
Ventes de fonds communs de placement et ventes institutionnelles (en M\$)					
Ventes brutes		1 427 \$	2 860 \$	67 \$	4 201 \$
Ventes nettes (rachats nets)		309	(299)	9	(52)

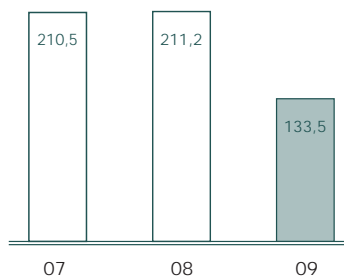
Total de l'actif géré

Aux 31 mars (en G\$)



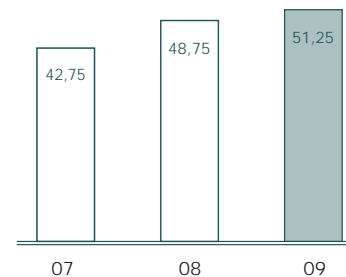
Bénéfice net

Pour les trimestres terminés les 31 mars
(en M\$)



Dividendes par action

Pour les trimestres terminés les 31 mars
(en cents)



¹ Mesures non définies par les PCGR :

Les résultats du trimestre terminé le 31 décembre 2008 excluaient une charge de 60,3 M\$, laquelle représentait la quote-part de la dépréciation après impôts de Great-West LifeCo Inc., revenant à la Société relativement à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels.

² Le total de l'actif géré excluait un montant de 2,2 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et Investment Planning Counsel (2,1 G\$ au 31 décembre 2008 et 2,7 G\$ au 31 mars 2008).

³ Le total des ventes brutes et des rachats nets excluait un montant de 153 M\$ et de 71 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et Investment Planning Counsel.

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

RÉSULTATS FINANCIERS

Le bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 mars 2009 s'est établi à 133,5 M\$, comparativement au bénéfice net de 211,2 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et au bénéfice net ajusté de 140,1¹ M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice par action était de 51 cents pour le trimestre, comparativement à 79 cents au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à un bénéfice par action ajusté de 53¹ cents au trimestre précédent.

Les revenus bruts pour le trimestre terminé le 31 mars 2009 se sont chiffrés à 559,1 M\$, comparativement à 714,2 M\$ à l'exercice précédent et à 583,9 M\$ au trimestre précédent. Les frais d'exploitation se sont établis à 373,8 M\$ pour le premier trimestre, comparativement à 424,4 M\$ à l'exercice précédent et à 393,4 M\$ au trimestre précédent.

Au 31 mars 2009, le total de l'actif géré s'est chiffré à 98,7 G\$, comparativement à 119,0 G\$ au 31 mars 2008 et à 101,7 G\$ au 31 décembre 2008.

ACTIVITÉS DU GROUPE INVESTORS

Le nombre de conseillers du Groupe Investors était de 4 486 au 31 mars 2009, ce qui représente une hausse comparativement à 4 479 au 31 décembre 2008 et à 4 342 au 31 mars 2008.

Les ventes de fonds communs de placement pour le premier trimestre se sont élevées à 1,4 G\$, comparativement à 2,0 G\$ à l'exercice précédent et les ventes nettes de fonds

communs de placement pour le premier trimestre ont totalisé 309 M\$, comparativement à des ventes nettes de 510 M\$ pour l'exercice précédent et à 60 M\$ au dernier trimestre.

Le taux de rachat en glissement sur douze mois du Groupe Investors (exception faite des fonds du marché monétaire) s'établissait à 7,7 % au 31 mars 2009, comparativement à 7,4 % au 31 mars 2008 et à 7,9 % au 31 décembre 2008.

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors au 31 mars 2009 atteignait 46,6 G\$, comparativement à 58,6 G\$ au 31 mars 2008 et à 47,5 G\$ au 31 décembre 2008.

ACTIVITÉS DE MACKENZIE

Le total des ventes pour le premier trimestre de 2009 s'est établi à 2,9 G\$, comparativement à 3,1 G\$ à l'exercice précédent. Le total des rachats nets pour le premier trimestre s'est établi à 299 M\$, comparativement à des rachats nets de 102 M\$ à l'exercice précédent et de 1,5 G\$ au trimestre précédent.

Le total de l'actif géré de Mackenzie au 31 mars 2009 se chiffrait à 52,6 G\$, comparativement à un actif géré de 60,9 G\$ au 31 mars 2008 et à 54,7 G\$ au 31 décembre 2008. L'actif géré des fonds communs de placement au 31 mars 2009 s'élevait à 33,7 G\$, comparativement à 44,6 G\$ à l'exercice précédent et à 35,8 G\$ au 31 décembre 2008.

¹Le bénéfice net ajusté au trimestre précédent excluait une charge après impôts de 60,3 M\$ liée à la participation de la Société dans Great-West Lifeco Inc. Le bénéfice net sans ajustement s'est établi à 79,8 M\$ et le bénéfice par action sur cette base était de 30 cents.

ACTIVITÉS D'INVESTMENT PLANNING COUNSEL

Au 31 mars 2009, l'actif administré s'établissait à 10,0 G\$, comparativement à 12,6 G\$ au 31 mars 2008 et à 10,3 G\$ au 31 décembre 2008. Au 31 mars 2009, l'actif géré des fonds communs de placement de Counsel Group of Funds se chiffrait à 1,7 G\$, comparativement à 2,2 G\$ au 31 mars 2008 et à 1,7 G\$ au 31 décembre 2008.

Les ventes de fonds communs de placement de Counsel Group of Funds pour le premier trimestre de 2009 se sont établies à 67 M\$, comparativement à 84 M\$ en 2008 et les ventes nettes de fonds communs de placement ont totalisé 9 M\$, comparativement à des ventes nettes de 3 M\$ à l'exercice précédent et à des rachats nets de 33 M\$ au trimestre précédent.

DIVIDENDES

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,359375 \$ par action à l'égard des actions privilégiées de premier rang de série A à dividende non cumulatif de la Société, portant un dividende de 5,75 %, qui sera versé le 30 juin 2009 aux actionnaires inscrits au 29 mai 2009, et a déclaré un dividende de 51,25 cents par action sur les actions ordinaires de la Société qui sera versé le 31 juillet 2009 aux actionnaires inscrits au 22 juin 2009.

Au nom du conseil d'administration,



Murray J. Taylor
*Coprésident et
chef de la direction
Société financière IGM Inc.*



Charles R. Sims
*Coprésident et
chef de la direction
Société financière IGM Inc.*

Le 1^{er} mai 2009

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux activités et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 31 mars 2009 et pour le trimestre terminé à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés inclus dans le présent rapport et au rapport annuel 2008 de la Société financière IGM Inc. déposé sur le site Web www.sedar.com. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 mars 2009 et pour le trimestre terminé à cette date est daté du 30 avril 2009.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes terminées à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction, et ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur l'exploitation, les activités, la situation financière, les résultats financiers prévus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses importants ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la

prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des objectifs prioritaires stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs importants, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les activités, le rendement et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou prévus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques d'illiquidité des marchés et de financement, des changements de conventions et de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de modifications comptables futures (y compris l'adoption des Normes internationales

d'information financière), des risques liés à l'exploitation et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des opérations stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des risques et des incertitudes qui ont une incidence sur les activités de la Société, veuillez consulter les documents d'information de cette dernière. Ces documents ont été déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières du Canada et sont accessibles à l'adresse www.sedar.com.

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés

Le bénéfice net pour le premier trimestre terminé le 31 mars 2009 s'est chiffré à 133,5 M\$, comparativement à 211,2 M\$ pour le premier trimestre de 2008, soit une diminution de 36,8 %. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 51 cents en 2009, comparativement à 79 cents en 2008, en baisse de 35,4 %.

Le bénéfice net de 133,5 M\$ pour le premier trimestre de 2009 a reculé de 6,6 M\$, ou 4,7 %, comparativement au bénéfice net ajusté de 140,1 M\$ au quatrième trimestre de 2008. Le bénéfice net ajusté en 2008 excluait une charge de 60,3 M\$ décrite à la rubrique « Mesures non définies par les PCGR » du présent rapport de gestion.

Au 31 mars 2009, les capitaux propres se chiffraient à 4,2 G\$, alors qu'ils étaient de 4,1 G\$ au 31 décembre 2008. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 12,9 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2009 comparativement à 20,2 % au premier trimestre de 2008, et au rendement des capitaux propres ajusté de 13,4 % affiché au quatrième trimestre de 2008. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré au premier trimestre de 2009 est demeuré comparable à celui du quatrième trimestre de 2008, soit 51,25 cents.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR

Les montants ajustés du bénéfice net, du bénéfice dilué par action et du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le quatrième trimestre de 2008 excluait une charge de 60,3 M\$ représentant la quote-part de la dépréciation après impôts liée à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels à durée de vie indéfinie de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») revenant à la Société, comme il est décrit plus en détail dans le rapport annuel 2008 de la Société financière IGM Inc. Bien que ces mesures non définies par les PCGR soient utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer les résultats, elles n'ont pas de signification normalisée et ne sont pas directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le bénéfice avant intérêts et impôts (le « BAII ») et le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») sont également des mesures financières non définies par les PCGR. Le BAII et le BAIIA sont des mesures de rechange du rendement utilisées par la

TABEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR

Trimestres terminés les	31 MARS 2009		31 DÉCEMBRE 2008		31 MARS 2008	
	BÉNÉFICE NET	BÉNÉFICE PAR ACTION	BÉNÉFICE NET	BÉNÉFICE PAR ACTION	BÉNÉFICE NET	BÉNÉFICE PAR ACTION
<i>(en M\$)</i>						
Bénéfice net ajusté –						
Mesure non définie par les PCGR	133,5 \$	0,51 \$	140,1 \$	0,53 \$	211,2 \$	0,79 \$
Quote-part de la dépréciation de la société affiliée, déduction faite des impôts	–	–	(60,3)	(0,23)	–	–
Bénéfice net – conformément aux PCGR	133,5 \$	0,51 \$	79,8 \$	0,30 \$	211,2 \$	0,79 \$
BAIIA – Mesure non définie par les PCGR	294,6 \$		305,9 \$		404,6 \$	
Amortissement des commissions	(74,3)		(75,2)		(81,5)	
Amortissement des immobilisations et des actifs incorporels	(8,0)		(11,6)		(7,2)	
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme et dividendes sur actions privilégiées	(27,0)		(28,6)		(26,1)	
Quote-part de la dépréciation de la société affiliée, déduction faite des impôts	–		(60,3)		–	
Bénéfice avant impôts, part des actionnaires sans contrôle	185,3		130,2		289,8	
Impôts sur les bénéfices	(51,8)		(50,4)		(78,6)	
Bénéfice net – PCGR	133,5 \$		79,8 \$		211,2 \$	

direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Le BAIIA est présenté de façon plus détaillée dans la rubrique intitulée « Situation de trésorerie et sources de financement consolidées » qui figure plus loin dans le présent rapport de gestion. Ces mesures financières non définies par les PCGR n'ont pas de définition normalisée et ne sont pas directement comparables à toute mesure définie par les PCGR ou à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés.

Le rapprochement des résultats présentés selon des mesures non définies par les PCGR et des résultats présentés conformément aux PCGR en ce qui a trait au bénéfice net, au bénéfice par action et au BAIIA est présenté dans le tableau 1. Le rapprochement des résultats non définis par les PCGR et des résultats présentés conformément aux PCGR relativement au BAI est présenté dans les tableaux 2 et 3.

SECTEURS ISOLABLES

Les secteurs isolables de la Société financière IGM, qui reflètent la structure organisationnelle actuelle, sont les suivants :

- Groupe Investors
- Mackenzie
- Activités internes et autres

La direction mesure et évalue le rendement de ces secteurs en fonction du BAI. Les résultats d'exploitation par secteur sont présentés dans les rubriques intitulées « Revue des résultats d'exploitation par secteur » du rapport de gestion pour le Groupe Investors et Mackenzie.

Activités internes et autres

Le secteur Activités internes et autres comprend les résultats d'exploitation d'Investment Planning Counsel, le revenu de placement net sur les placements non attribués et les autres revenus ainsi que les éliminations intersectorielles.

TABLEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
PREMIER TRIMESTRE DE 2009 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2008

Trimestres terminés les (en MS)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	3I MARS 2009	3I MARS 2008	3I MARS 2009	3I MARS 2008	3I MARS 2009	3I MARS 2008	3I MARS 2009	3I MARS 2008
Revenu tiré des honoraires	297,0 \$	369,3 \$	184,2 \$	244,1 \$	28,9 \$	40,4 \$	510,1 \$	653,8 \$
Revenu de placement net et autres revenus	43,1	42,9	3,3	6,9	2,6	10,6	49,0	60,4
	340,1	412,2	187,5	251,0	31,5	51,0	559,1	714,2
Frais d'exploitation								
Commissions	106,9	117,8	66,1	90,6	19,3	26,6	192,3	235,0
Frais autres que les commissions	79,2	79,5	70,1	77,9	9,3	10,0	158,6	167,4
	186,1	197,3	136,2	168,5	28,6	36,6	350,9	402,4
Bénéfice avant intérêts et impôts	154,0 \$	214,9 \$	51,3 \$	82,5 \$	2,9 \$	14,4 \$	208,2	311,8
Intérêts débiteurs							22,9	22,0
Bénéfice avant impôts							185,3	289,8
Impôts sur les bénéfices							51,8	78,6
Bénéfice net							133,5 \$	211,2 \$

TABLEAU 3 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
PREMIER TRIMESTRE DE 2009 PAR RAPPORT AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2008

Trimestres terminés les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	31 MARS 2009	31 DÉCEMBRE 2008	31 MARS 2009	31 DÉCEMBRE 2008	31 MARS 2009	31 DÉCEMBRE 2008	31 MARS 2009	31 DÉCEMBRE 2008
Revenu tiré des honoraires	297,0 \$	317,6 \$	184,2 \$	199,9 \$	28,9 \$	30,4 \$	510,1 \$	547,9 \$
Revenu de placement net et autres revenus	43,1	29,9	3,3	4,6	2,6	1,5	49,0	36,0
	340,1	347,5	187,5	204,5	31,5	31,9	559,1	583,9
Frais d'exploitation								
Commissions	106,9	116,2	66,1	70,3	19,3	19,9	192,3	206,4
Frais autres que les commissions	79,2	82,0	70,1	70,3	9,3	10,3	158,6	162,6
	186,1	198,2	136,2	140,6	28,6	30,2	350,9	369,0
Bénéfice avant intérêts et impôts	154,0 \$	149,3 \$	51,3 \$	63,9 \$	2,9 \$	1,7 \$	208,2	214,9
Intérêts débiteurs							22,9	24,4
							185,3	190,5
Quote-part de la dépréciation de la société affiliée, déduction faite des impôts							–	60,3
Bénéfice avant impôts							185,3	130,2
Impôts sur les bénéfices							51,8	50,4
Bénéfice net								
Conformément aux PCGR							133,5 \$	79,8 \$
Bénéfice net ajusté ¹							133,5 \$	140,1 \$

¹ Se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés pour une explication de l'utilisation que fait la Société des mesures non définies par les PCGR.

Le bénéfice avant intérêts et impôts du secteur Activités internes et autres s'est établi à 2,9 M\$ pour le premier trimestre de 2009, comparativement à 14,4 M\$ au premier trimestre de 2008. Le bénéfice avant intérêts et impôts lié à Investment Planning Counsel a diminué de 3,8 M\$ par rapport à 2008 en raison principalement du recul de l'actif moyen des fonds communs de placement en 2009 comparativement à 2008. Le revenu de placement net sur les placements non attribués a diminué de 8,4 M\$ au cours du trimestre considéré par rapport à 2008. La Société a réduit la juste valeur de ses positions en papier commercial adossé à des actifs (« PCAA ») non commandité par des banques de 3,7 M\$ au premier trimestre de 2009, comme il est décrit à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires. Tant la diminution des soldes moyens des placements non attribués que la diminution des taux

d'intérêt moyens ont contribué au reste de la diminution du revenu de placement d'un trimestre à l'autre.

Le bénéfice avant intérêts et impôts s'est élevé à 2,9 M\$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 1,7 M\$ au quatrième trimestre de 2008. Le bénéfice avant intérêts et impôts lié à Investment Planning Counsel est demeuré comparable au trimestre précédent. Le revenu de placement net sur les placements non attribués a augmenté de 0,9 M\$ au cours du trimestre considéré. La diminution des soldes moyens des placements et la baisse des taux d'intérêt moyens ont contribué à la diminution de 2,9 M\$ au cours du trimestre considéré comparativement au trimestre précédent. De plus, un ajustement défavorable de la juste valeur de 3,7 M\$ lié au PCAA de la Société a été comptabilisé au cours du trimestre considéré. Au cours du quatrième trimestre de 2008, le revenu de placement net et

autres revenus comprenait une dépréciation de 7,5 M\$ relative à un investissement lié à des capitaux de lancement.

Postes qui ne sont pas attribués aux secteurs

Certains postes figurant dans les tableaux 2 et 3 ne sont pas attribués aux secteurs :

- *Intérêts débiteurs* – Ceux-ci représentent les intérêts débiteurs sur le solde de la dette émise liée à l'acquisition de Mackenzie et sur la facilité de crédit-relais liée à l'acquisition de La Financière Saxon Inc. (« Saxon »), ainsi que les dividendes versés sur les actions privilégiées en circulation. Les intérêts débiteurs ont totalisé 17,7 M\$ au cours du trimestre considéré, comparativement à 16,8 M\$ au cours du premier trimestre de 2008 et à 19,2 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2008. Les dividendes versés sur les actions privilégiées se sont élevés à 5,2 M\$ au cours des trois trimestres.
- *Impôts sur les bénéfices* – Les taux d'imposition effectifs pour les trimestres considérés sont présentés dans le

tableau 4. Le taux d'imposition effectif au premier trimestre de 2009 a profité des diminutions des taux d'imposition fédéral et provinciaux du revenu des sociétés prévus par la loi. Au quatrième trimestre de 2008, la Société a inscrit une charge après impôts de 60,3 M\$ représentant sa quote-part de la dépréciation de la société affiliée qui a entraîné une augmentation de 15,08 % du taux d'imposition effectif.

Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater des impôts moins élevés. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôts sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, les impôts constatés au cours des exercices antérieurs peuvent être ajustés durant l'exercice considéré. Toute modification des meilleures estimations de la direction est reflétée dans les Autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux activités à l'étranger.

TABLEAU 4 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

Trimestres terminés les	3 I MARS 2009	3 I DÉCEMBRE 2008	3 I MARS 2008
Impôts sur les bénéfices aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	31,51 %	32,15 %	32,44 %
Incidence des éléments suivants :			
Revenu de dividendes	(0,50)	(0,71)	(0,48)
Gains et pertes en capital, montant net	(0,30)	0,74	(0,56)
Quote-part du bénéfice d'une société affiliée	(4,33)	(6,27)	(2,50)
Dividendes privilégiés versés	0,88	1,31	0,59
Autres éléments	0,67	(3,61)	(2,38)
Taux d'imposition effectif, avant les éléments suivants	27,93	23,61	27,11
Quote-part de la dépréciation de la société affiliée	–	15,08	–
Taux d'imposition effectif	27,93 %	38,69 %	27,11 %

Groupe Investors

Revue des activités

STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

Le Groupe Investors cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des clients, des conseillers et des employés convergent le plus possible. La démarche d'entreprise du Groupe Investors est axée sur les points suivants :

1. l'élargissement de notre réseau de distribution par le recrutement de nouveaux conseillers au sein de notre secteur, le maintien en poste de nos conseillers actuels ainsi qu'un soutien continu apporté à ces derniers;
2. l'importance accordée à la prestation de conseils, de produits et de services de planification financière par l'entremise de notre réseau exclusif de conseillers, particulièrement lorsque les marchés sont volatils;
3. la communication active avec nos conseillers et, principalement par leur entremise, avec nos clients dans des périodes où les marchés sont très volatils;
4. la nécessité d'enrichir et de diversifier l'éventail de produits offerts par le Groupe Investors alors que nous continuons d'établir et d'entretenir des relations durables avec la clientèle;
5. la maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant des ressources sur les initiatives qui profitent directement aux clients et aux conseillers, en contrôlant les dépenses et en augmentant l'efficacité grâce à des relations professionnelles efficaces avec d'autres membres du groupe de sociétés de la Financière Power.

RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services de planification financière personnelle à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers travaillant à partir de 92 bureaux régionaux répartis dans tout le Canada. L'ouverture de deux nouveaux bureaux régionaux, l'un à Montréal et l'autre à Charlottetown a été annoncée pour 2009, le Groupe Investors poursuivant l'expansion de son réseau de conseillers.

Au 31 mars 2009, le Groupe Investors comptait 4 486 conseillers, comparativement à 4 479 à la fin de 2008 et à 4 342 il y a un an. Le nombre de conseillers comptant plus de quatre années d'expérience s'établissait à 2 515, comparativement à 2 479 à la fin de 2008 et à 2 368 il y a un an. Notre réseau de conseillers s'est accru au cours de chacun des 19 derniers trimestres, affichant une hausse de 1 279 conseillers depuis le 30 juin 2004.

COMMUNICATIONS AVEC LES CONSEILLERS ET LES CLIENTS

En raison de la conjoncture économique au cours du second semestre de 2008 et tout au long du premier trimestre de 2009, les communications avec les conseillers et les clients ont augmenté. Les conseillers reçoivent une information exhaustive sur le contexte actuel des marchés ainsi que sur les éléments clés à prendre en considération en ce qui a trait aux placements à long terme. On a également mis à leur disposition les outils et les ressources nécessaires pour les aider dans leurs communications avec les clients. Nos conseillers, à leur tour, ont continué à maintenir de solides relations avec les clients, insistant sur l'importance d'une planification à long terme et d'un portefeuille de placements diversifié.

ACTIF GÉRÉ

Le niveau de l'actif géré est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et la valeur liquidative de l'actif de nos fonds. Les variations de l'actif géré pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 5.

Résultats du premier trimestre de 2009 comparativement à ceux du premier trimestre de 2008
Pour le premier trimestre terminé le 31 mars 2009, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors effectuées par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 1,4 G\$, soit une diminution de 27,0 % par rapport à 2008. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,1 G\$ pour la même période, soit une baisse de 22,6 % comparativement à 2008. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'est établi à 7,7 % au 31 mars 2009, comparativement à 7,4 % au 31 mars 2008 et demeure bien plus faible que le taux de rachat moyen correspondant qui était d'environ 18,5 % au 31 mars 2009 pour tous les autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC »). Le taux de rachat trimestriel annualisé du Groupe Investors pour les fonds à long terme était de 7,9 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, comparativement à 8,5 % il y a un an. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 309 M\$ pour le premier trimestre de 2009, par rapport à des ventes nettes de 510 M\$ en 2008. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,1 G\$ pour le premier trimestre de 2009, comparativement à 1,6 G\$ en 2008. Les ventes nettes de

TABLEAU 5 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT – GROUPE INVESTORS

Trimestres terminés les (en M\$)	31 MARS 2009	31 DÉCEMBRE 2008	31 MARS 2008	VARIATION (%)	
				31 DÉCEMBRE 2008	31 MARS 2008
Ventes	1 426,8 \$	1 236,5 \$	1 953,3 \$	15,4 %	(27,0)%
Rachats	1 117,4	1 176,1	1 443,0	(5,0)	(22,6)
Ventes nettes	309,4	60,4	510,3	n.s.	(39,4)
Rendement du marché et revenu	(1 226,0)	(6 874,8)	(2 122,6)	82,2	42,2
Variation de l'actif, montant net	(916,6)	(6 814,4)	(1 612,3)	86,5	43,1
Actif au début	47 491,1	54 305,5	60 193,9	(12,5)	(21,1)
Actif à la fin	46 574,5 \$	47 491,1 \$	58 581,6 \$	(1,9)%	(20,5)%
Actif quotidien moyen	45 698,3 \$	48 019,2 \$	57 867,7 \$	(4,8)%	(21,0)%

fonds à long terme pour le premier trimestre de 2009 se sont établies à 219 M\$ par rapport à des ventes nettes de 353 M\$ en 2008.

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors s'est chiffré à 46,6 G\$ au 31 mars 2009, comme il est présenté dans le tableau 5. La diminution de 12,0 G\$ de l'actif géré des fonds communs de placement pour la période de douze mois terminée le 31 mars 2009 est presque entièrement imputable à une dépréciation nette du marché résultant du recul des marchés boursiers mondiaux en 2008 et en 2009.

Au 31 mars 2009, 70 % des fonds communs de placement du Groupe Investors (sérieMaître, fonds de partenaires et fonds de portefeuille) étaient cotés trois étoiles ou mieux par le service de cotation de fonds Morningstar[†] et 27 % étaient cotés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 66 % pour les fonds cotés trois étoiles ou mieux et de 29 % pour les fonds cotés quatre et cinq étoiles au 31 mars 2009. La Cote Morningstar[†] est une mesure quantitative objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds, ajusté en fonction du risque, par rapport à des fonds comparables.

Résultats du premier trimestre de 2009 comparativement à ceux du quatrième trimestre de 2008
Les variations de l'actif géré au premier trimestre de 2009, comparativement au quatrième trimestre de 2008, sont présentées dans le tableau 5.

Pour le premier trimestre terminé le 31 mars 2009, les ventes de fonds communs de placement du Groupe

Investors, effectuées par l'entremise de son réseau de conseillers, ont totalisé 1,4 G\$, soit une augmentation de 15,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2008. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,1 G\$ pour la même période, soit une baisse de 5,0 % par rapport au trimestre précédent. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'est établi à 7,7 % au 31 mars 2009, comparativement à 7,9 % au 31 décembre 2008. Le taux de rachat trimestriel annualisé pour les fonds à long terme était de 7,9 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, comparativement à 7,4 % pour le quatrième trimestre de 2008. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 309 M\$ pour le trimestre considéré, par rapport à des ventes nettes de 60 M\$ au trimestre précédent. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,1 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 913 M\$ au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 219 M\$ pour le trimestre considéré, par rapport à des ventes nettes de 21 M\$ au trimestre précédent.

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 46,6 G\$ au 31 mars 2009, comme le présente le tableau 5. La diminution de l'actif des fonds communs de placement de 917 M\$ pour le premier trimestre de 2009 était composée de 309 M\$ de ventes nettes et d'une dépréciation nette du marché de 1,2 G\$ résultant du recul des marchés boursiers mondiaux en 2009.

AUTRES PRODUITS ET SERVICES

Fonds distincts

Le Groupe Investors offre 22 des fonds distincts de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la « Great-West ») distribués exclusivement par ses conseillers. Ces fonds distincts fournissent à nos clients une indemnité garantie en cas de décès et une protection éventuelle contre les créanciers. Ces fonds distincts assurent par ailleurs une protection contre la volatilité à long terme des marchés en proposant deux niveaux de garantie : 75 % ou 100 % du capital investi. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 31 mars 2009, le total de l'actif des fonds distincts s'établissait à 357,2 M\$.

Assurance

Le Groupe Investors distribue des produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, les ventes de produits d'assurance, en fonction des nouvelles primes annualisées, ont atteint 9,5 M\$, comparativement à 10,4 M\$ en 2008. La valeur nominale totale des polices en vigueur au 31 mars 2009 s'établissait à 48,9 G\$.

Opérations sur titres

Le Groupe Investors fournit à ses clients des services liés aux valeurs mobilières par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. Au 31 mars 2009, le total de l'actif administré se chiffrait à 4,6 G\$.

Prêts hypothécaires

Les clients qui cherchent des prêts hypothécaires résidentiels sont dirigés vers les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors qui montent les prêts hypothécaires dans des marchés résidentiels clés. Pour le

trimestre terminé le 31 mars 2009, les prêts hypothécaires montés se chiffraient à 254 M\$, comparativement à 212 M\$ en 2008.

Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels sont financés au moyen d'un placement dans le Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et dans les activités d'intermédiaire du Groupe Investors, ou par l'entremise de ventes à des tiers, incluant des fiducies de titrisation commanditées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou par des banques canadiennes, ou par l'entremise de placements privés à des investisseurs institutionnels. La Société a reçu l'approbation de la SCHL à titre d'émetteur de titres hypothécaires adossés à des créances en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») de même que de vendeur dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »).

Solutions Bancaires[†]

Le taux d'utilisation du programme Solutions Bancaires[†] du Groupe Investors par les conseillers et les clients continue d'être élevé. L'offre consiste en une vaste gamme de produits et services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme, et elle comprend des prêts à l'investissement, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des comptes de dépôt et des cartes de crédit.

Produits et services additionnels

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le bénéfice d'exploitation avant intérêts et impôts du Groupe Investors est présenté dans le tableau 6.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2009 COMPARATIVEMENT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2008

Revenu tiré des honoraires

Le Groupe Investors perçoit des frais pour les services de gestion de placements fournis à ses fonds communs de placement qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Le revenu tiré des frais de gestion a diminué de 65,0 M\$, ou 23,3 %, pour s'établir à 213,9 M\$ pour le premier trimestre de 2009 comparativement au premier trimestre de 2008, principalement en raison de la diminution de 21,0 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme il est indiqué dans le tableau 5. Le revenu tiré des frais de gestion représentait 190 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à 194 points de base en 2008.

Le Groupe Investors perçoit des frais d'administration pour les services administratifs fournis à ses fonds communs de placement et pour les services fiduciaires fournis à ses fonds communs de placement en fiducie à participation unitaire. Le revenu tiré des frais d'administration a totalisé

48,0 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 52,4 M\$ en 2008.

Depuis le 1^{er} octobre 2007, le Groupe Investors assume les frais d'exploitation applicables des fonds autres que la TPS et certains frais déterminés des fonds moyennant l'établissement de frais d'administration à taux fixe pour chacun des fonds. Du 1^{er} octobre 2007 au 31 décembre 2009, et par la suite le cas échéant, les fonds qui existaient au 1^{er} octobre 2007 pourraient devoir payer au Groupe Investors un ajustement mensuel lié aux frais d'exploitation si la moyenne mensuelle de l'actif net combiné de la totalité des fonds et des séries, qui étaient visés par la proposition relative à la méthode d'imputation des frais d'administration approuvée par les investisseurs le 28 septembre 2007, diminue pour atteindre 95 % du montant du total de l'actif net. Si ce montant est payable, le Groupe Investors aura droit à un ajustement lié aux frais d'exploitation pour le mois en question, et ce, de chacun des fonds et de chacune des séries, ajustement qui fera en sorte que toutes les séries, collectivement, paieront pour le mois en question les frais d'administration qu'elles auraient payés si l'actif net mensuel avait totalisé 95 % de l'actif net au 1^{er} octobre 2007 tout au long du mois. Si, au cours d'un mois ultérieur, l'actif net mensuel augmente pour s'établir à un montant équivalent ou supérieur à 95 % de l'actif net le 1^{er} octobre 2007, l'ajustement lié aux frais d'exploitation ne sera pas payable. En raison du recul constant de l'actif des fonds

TABLEAU 6 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – GROUPE INVESTORS

Trimestres terminés les (en M\$)	3 I MARS 2009	3 I DÉCEMBRE 2008	3 I MARS 2008	VARIATION (%)	
				3 I DÉCEMBRE 2008	3 I MARS 2008
Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net					
Gestion	213,9 \$	230,4 \$	278,9 \$	(7,2)%	(23,3)%
Administration	48,0	49,8	52,4	(3,6)	(8,4)
Distribution	35,1	37,4	38,0	(6,1)	(7,6)
	297,0	317,6	369,3	(6,5)	(19,6)
Revenu de placement net et autres revenus	43,1	29,9	42,9	44,1	0,5
	340,1	347,5	412,2	(2,1)	(17,5)
Frais d'exploitation					
Commissions	61,6	65,2	59,6	(5,5)	3,4
Primes de rétention de l'actif	45,3	51,0	58,2	(11,2)	(22,2)
Frais autres que les commissions	79,2	82,0	79,5	(3,4)	(0,4)
	186,1	198,2	197,3	(6,1)	(5,7)
Bénéfice avant intérêts et impôts	154,0 \$	149,3 \$	214,9 \$	3,1 %	(28,3)%

communs de placement du Groupe Investors provoqué par la volatilité des marchés des actions mondiaux, le Groupe Investors a eu droit à un ajustement lié aux frais d'exploitation. Les frais d'administration du trimestre considéré incluaient un ajustement lié aux frais d'exploitation de 6,0 M\$ comparativement à néant en 2008.

Le revenu tiré des frais de distribution provient des sources suivantes :

- les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition reportés;
- la distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc.;
- la prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.;
- la prestation de services bancaires par l'intermédiaire de Solutions Bancaires[†], en vertu d'une entente conclue avec la Banque Nationale du Canada.

Le revenu tiré des frais de distribution de 35,1 M\$ pour le premier trimestre de 2009 a reculé de 2,9 M\$, alors qu'il se chiffrait à 38,0 M\$ en 2008. Le revenu tiré des frais de rachat, qui s'est chiffré à 9,7 M\$ pour le trimestre considéré, a reculé de 3,6 M\$ depuis 2008, principalement en raison de la diminution des rachats assujettis à des frais d'acquisition reportés en 2009 par rapport à 2008. La hausse du revenu tiré des frais de distribution liés aux produits bancaires a été partiellement contrebalancée par le recul du produit tiré des titres et des produits d'assurance.

Revenu de placement net et autres revenus

Le poste Revenu de placement net et autres revenus englobe les intérêts réalisés sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres négociables et les prêts hypothécaires, ainsi que les gains et les pertes réalisés à la vente de titres, la quote-part du bénéfice de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») revenant au Groupe Investors et le revenu tiré des activités bancaires hypothécaires. Le revenu de placement net du Groupe Investors correspond à l'écart entre le revenu de placement et les intérêts débiteurs. Les intérêts débiteurs comprennent les intérêts sur le passif-dépôts, la dette bancaire et la dette engagée pour financer le placement du Groupe Investors dans Lifeco.

Le revenu de placement net et autres revenus ont augmenté pour s'établir à 43,1 M\$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 42,9 M\$ en 2008 en raison de :

- l'augmentation des revenus nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors qui comprenait un ajustement favorable de la juste valeur sans effet sur la trésorerie à l'égard des créances au titre des droits conservés liés aux fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes auxquelles

le Groupe Investors vend une part de ses prêts hypothécaires montés. L'ajustement de la juste valeur sans effet sur la trésorerie s'est chiffré à 7,6 M\$ et résultait de la baisse des différentiels de taux des structures d'émission de papier commercial adossé à des actifs;

- l'augmentation du bénéfice de Lifeco.

Les hausses du revenu de placement net ont été contrebalancées par une diminution des gains à la vente de titres, qui ont totalisé 3,1 M\$ pour le trimestre, comparativement 9,6 M\$ en 2008.

Frais d'exploitation

Le Groupe Investors verse des commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement sont reportées et amorties sur une période de six ans. Les commissions accordées pour le premier trimestre de 2009 ont augmenté de 2,0 M\$ pour s'établir à 61,6 M\$, comparativement à 59,6 M\$ en 2008.

Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif, qui sont fondées sur le volume de l'actif géré de fonds communs de placement, sont constituées des éléments suivants :

- Les primes de rétention de l'actif, qui sont versées mensuellement et dont le calcul est fondé sur la valeur de l'actif géré. La charge liée aux primes a diminué de 10,7 M\$ pour le trimestre pour s'établir à 37,7 M\$ en raison d'une diminution de l'actif moyen géré.
- Les primes supplémentaires de rétention de l'actif, qui sont une composante de la rémunération reportée visant à promouvoir le maintien en fonction des conseillers, sont fondées sur l'actif géré à la fin de chaque exercice. Les primes supplémentaires de rétention de l'actif ont diminué de 2,2 M\$ au cours du premier trimestre de 2009 comparativement à 2008.

Les frais autres que les commissions englobent les frais engagés par le Groupe Investors relativement au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi que d'autres frais d'exploitation. Les frais autres que les commissions ont diminué de 0,3 M\$ pour s'établir à 79,2 M\$ au premier trimestre de 2009 comparativement à 2008.

Ces résultats cadrent avec la stratégie du Groupe Investors qui vise la maximisation du rendement des investissements de l'entreprise qui profitent directement aux clients et aux conseillers, en contrôlant les dépenses et en augmentant l'efficacité, comme il est indiqué ci-dessous :

- Le réseau de conseillers du Groupe Investors a continué de croître en 2008 et au premier trimestre de 2009. Par conséquent, les dépenses liées au recrutement, à la formation, au soutien sur le terrain et à l'accroissement des bureaux régionaux ont augmenté pour le trimestre considéré comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2008.
- L'accroissement des communications avec les clients et les conseillers au cours de cette période de volatilité sur les marchés a donné lieu à une hausse des dépenses en 2009, comparativement à 2008.
- Les frais d'exploitation, abstraction faite des frais liés directement à la croissance et au soutien du réseau de conseillers, comme il est mentionné ci-dessus, ont reculé au premier trimestre de 2009, comparativement à l'exercice précédent.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2009 COMPARATIVEMENT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2008

Revenu tiré des honoraires

Le revenu tiré des frais de gestion a diminué de 16,5 M\$, ou 7,2 %, pour s'établir à 213,9 M\$ au premier trimestre de 2009, comparativement au quatrième trimestre de 2008, principalement en raison du recul de 4,8 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme l'illustre le tableau 5. En outre, le premier trimestre de 2009 comptait deux jours de moins que le quatrième trimestre de 2008, ce qui explique la baisse du revenu tiré des honoraires d'approximativement 4,2 M\$ pour le trimestre considéré. Le revenu tiré des frais de gestion représentait 190 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à 191 points de base au quatrième trimestre de 2008.

Le revenu tiré des frais d'administration a totalisé 48,0 M\$ pour le premier trimestre de 2009, comparativement à 49,8 M\$ au quatrième trimestre de 2008. Les frais d'administration du trimestre considéré incluaient un ajustement lié aux frais d'exploitation de 6,0 M\$ comparativement à 5,0 M\$ au quatrième trimestre de 2008.

Le revenu tiré des frais de distribution s'est chiffré à 35,1 M\$ au premier trimestre de 2009, soit une baisse de 2,3 M\$ par rapport à 37,4 M\$ en 2008. Au cours du trimestre, le revenu d'honoraires tiré des produits d'assurance a diminué de 4,6 M\$ et cette diminution a été partiellement contrebalancée par une augmentation du revenu tiré des honoraires liés aux produits bancaires. Le revenu tiré des frais de rachat a augmenté de 0,8 M\$ depuis le quatrième trimestre de 2008 en raison d'une augmentation des rachats assujettis à des frais d'acquisition reportés.

Revenu de placement net et autres revenus

Le revenu net de placement et autres revenus s'est chiffré à 43,1 M\$ au premier trimestre de 2009, soit une augmentation de 13,2 M\$ par rapport à 29,9 M\$ au trimestre précédent, en raison des facteurs suivants :

- Les gains réalisés à la vente de titres qui ont totalisé 3,0 M\$ pour le trimestre comparativement à des pertes réalisées de 5,7 M\$ au trimestre précédent.
- L'augmentation des revenus nets liés aux activités bancaires hypothécaires. Les revenus nets pour le premier trimestre de 2009 incluaient un ajustement favorable de la juste valeur sans effet sur la trésorerie de 7,6 M\$ susmentionné. Les revenus nets pour le quatrième trimestre de 2008 incluaient un ajustement défavorable de la juste valeur sans effet sur la trésorerie de 14,0 M\$. Ces ajustements de la juste valeur à l'égard des créances au titre des droits conservés liés aux fiducies de titrisation résultaient des différentiels de taux des structures d'émission de papier commercial adossé à des actifs.

Frais d'exploitation

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions a diminué de 3,6 M\$ pour s'établir à 61,6 M\$, comparativement à 65,2 M\$ au quatrième trimestre de 2008. La diminution de la charge liée aux commissions s'explique principalement par la rémunération, laquelle est directement liée au recul des ventes d'autres produits et services financiers, y compris les assurances.

Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif ont diminué de 5,7 M\$ pour s'établir à 45,3 M\$, comme suit :

- Les primes de rétention de l'actif, qui sont versées mensuellement et dont le calcul est fondé sur la valeur de l'actif géré, ont diminué de 3,7 M\$ au premier trimestre de 2009 pour s'établir à 37,7 M\$.
- Les primes supplémentaires de rétention de l'actif, qui sont fondées sur l'actif géré à la fin de chaque exercice, ont reculé de 2,0 M\$, comparativement au quatrième trimestre de 2008.

Les frais autres que les commissions ont diminué de 2,8 M\$ pour s'établir à 79,2 M\$ pour le premier trimestre de 2009, comparativement au quatrième trimestre de 2008, comme suit :

- Le réseau de conseillers du Groupe Investors a continué de croître au premier trimestre de 2009. Par conséquent, les dépenses liées au recrutement, à la formation, au soutien sur le terrain et à l'accroissement des bureaux régionaux ont augmenté pour le trimestre considéré comparativement au quatrième trimestre de 2008.
- Les frais d'exploitation, abstraction faite des frais liés au réseau de conseillers, ont reculé au premier trimestre de 2009, comparativement au quatrième trimestre de 2008.

Mackenzie

Revue des activités

STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des courtiers, des conseillers, des clients en placements et des employés convergent le plus possible. La démarche d'entreprise de Mackenzie se concentre sur les points suivants :

1. l'atteinte de résultats de placements à long terme constants;
2. l'offre d'une gamme diversifiée de solutions de placement pour les conseillers financiers et les investisseurs;
3. l'établissement et le renforcement continus de nos relations de distribution;
4. la maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant les ressources sur les initiatives qui profitent directement à la gestion de placements, à la distribution et au service à la clientèle.

Fondée en 1967, Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Notre modèle de vente est fondé sur les services-conseils offerts au moyen d'une multitude de canaux de distribution de tiers. Cette démarche est particulièrement pertinente dans la conjoncture actuelle puisque les investisseurs recherchent quelqu'un qui les aidera à préparer leurs plans financiers à court et à long terme. Nous sommes convaincus du bien-fondé d'un partenariat avec les réseaux de services-conseils pour l'avenir.

Mackenzie distribue ses produits de placement et fait valoir son expertise grâce à un réseau de conseillers financiers externes. Les promoteurs de fonds de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants partout au Canada. Pour soutenir les ventes dans les marchés institutionnels et spécialisés, Mackenzie a recours à des équipes dans les secteurs des clients fortunés, des régimes collectifs, des services de sous-conseiller, des produits structurés et de la clientèle institutionnelle.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation de l'actif géré est présenté au tableau 7.

Résultats du premier trimestre de 2009 comparativement à ceux du premier trimestre de 2008
Au 31 mars 2009, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 52,6 G\$, soit une diminution de 13,6 %, comparativement à 60,9 G\$ au 31 mars 2008. Au 31 mars 2009, l'actif géré des fonds communs de placement de

Mackenzie se chiffrait à 33,7 G\$, soit une baisse de 10,9 G\$, comparativement à 44,6 G\$ au 31 mars 2008. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 18,9 G\$ au 31 mars 2009, soit une hausse de 16,0 % par rapport à 16,3 G\$ à l'exercice précédent.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2009, les ventes brutes de Mackenzie se sont chiffrées à 2,9 G\$, soit une baisse de 8,8 %, comparativement à 3,1 G\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les rachats au cours du trimestre considéré se sont établis à 3,2 G\$, et sont demeurés comparables au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les rachats nets pour le trimestre terminé le 31 mars 2009 se sont établis à 0,3 G\$, comparativement à des rachats nets de 0,1 G\$ à l'exercice précédent.

Au cours du trimestre considéré, la dépréciation nette du marché a entraîné une diminution de l'actif de 1,8 G\$, comparativement à une diminution de 2,5 G\$ en 2008.

Le 1^{er} janvier 2008, Mackenzie a pris en charge les contrats de gestion pour l'actif des fonds communs de placement d'Investissements Putnam Inc. distribués au Canada, ce qui a donné lieu à un ajout de 222 M\$ à son actif géré.

Les rachats pour les actifs de fonds communs de placement à long terme se sont établis à 1,2 G\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, comparativement à des rachats de 1,9 G\$ en 2008. Au 31 mars 2009, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 18,3 %, comparativement à 14,4 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds à long terme des autres membres de l'IFIC a augmenté pour atteindre environ 17,3 % au 31 mars 2009, comparativement à 14,7 % à l'exercice précédent. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds à long terme était de 14,9 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, comparativement à 17,3 % à l'exercice précédent. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie et ses taux de rachat trimestriels annualisés comprennent le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'acquisition, les parts à frais d'acquisition reportés, les parts à frais modérés et à frais de rachat, et les parts à frais d'acquisition reportés arrivées à échéance et donc exemptes de frais de rachat (parts échues). Généralement, les taux de rachat pour les parts à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour les parts échues sont plus élevés que les taux de rachat pour les parts à frais d'acquisition reportés et les parts à frais modérés et à frais de rachat.

TABLEAU 7 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE

Trimestres terminés les (en MS)	31 MARS 2009	31 DÉCEMBRE 2008	31 MARS 2008	VARIATION (%)	
				31 DÉCEMBRE 2008	31 MARS 2008
Ventes	2 859,5 \$	3 131,8 \$	3 135,7 \$	(8,7)%	(8,8)%
Rachats	3 158,7	4 669,1	3 237,5	(32,3)	(2,4)
Rachats nets	(299,2)	(1 537,3)	(101,8)	80,5	(193,9)
Actif acquis	–	–	221,5	n.s.	n.s.
Apport d'actifs nets	(299,2)	(1 537,3)	119,7	80,5	n.s.
Rendement du marché et revenu	(1 759,7)	(8 578,2)	(2 516,5)	79,5	30,1
Variation de l'actif, montant net	(2 058,9)	(10 115,5)	(2 396,8)	79,6	14,1
Actif au début	54 660,5	64 776,0	63 276,7	(15,6)	(13,6)
Actif à la fin	52 601,6 \$	54 660,5 \$	60 879,9 \$	(3,8)%	(13,6)%
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	33 658,8 \$	35 813,8 \$	44 555,2 \$	(6,0)%	(24,5)%
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes	18 942,8	18 846,7	16 324,7	0,5	16,0
	52 601,6 \$	54 660,5 \$	60 879,9 \$	(3,8)%	(13,6)%
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement	33 758,5 \$	35 881,1 \$	44 318,1 \$	(5,9)%	(23,8)%
Total de l'actif moyen mensuel¹	52 404,6 \$	56 106,6 \$	60 446,8 \$	(6,6)%	(13,3)%

¹ Selon l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement et la moyenne de fin du mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres.

Le rendement de placement à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 mars 2009, 54 %, 54 % et 47 % des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la cote attribuée par le service de cotation de fonds Morningstar[†] à ses fonds communs de placement. Au 31 mars 2009, 77 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie mesuré par Morningstar[†] était coté trois étoiles ou mieux et 38 % était coté quatre ou cinq étoiles.

Les modifications aux gammes de produits apportées par Mackenzie au cours du trimestre considéré comprennent ce qui suit :

- Le 10 février, Mackenzie a lancé une nouvelle série destinée aux épargnants pour neuf fonds communs de placement Saxon qui sera vendue par des conseillers indépendants partout au Canada.
- Le 19 mars, Mackenzie a conclu le premier appel public à l'épargne de MSP* 2009 Resource Limited Partnership.

Résultats du premier trimestre de 2009 comparativement à ceux du quatrième trimestre de 2008

Au 31 mars 2009, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 52,6 G\$, soit une diminution de 3,8 % comparativement à 54,7 G\$ au 31 décembre 2008, comme le résume le tableau 7. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 33,7 G\$ au 31 mars 2009, soit une diminution de 2,1 G\$, comparativement à 35,8 G\$ au 31 décembre 2008. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 18,9 G\$ au 31 mars 2009, soit au même niveau qu'au 31 décembre 2008.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 1,2 G\$, comparativement à des rachats de 1,9 G\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds à long terme était de 14,9 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, comparativement à 21,8 % pour le quatrième trimestre de 2008.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le tableau 8 présente le bénéfice d'exploitation avant intérêts et impôts de Mackenzie.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2009 COMPARATIVEMENT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2008

Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net

Le revenu tiré des frais de gestion de Mackenzie provient des services qu'elle offre à titre de gestionnaire des fonds communs de placement Mackenzie et à titre de conseiller en placements auprès des comptes gérés à titre de sous-conseiller et des comptes institutionnels. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est acheté pour des épargnants. Mackenzie offre également diverses séries de ses fonds communs de placement assortis de frais de gestion qui visent des programmes tarifés, une clientèle institutionnelle et des programmes de placement de tierces parties offerts par des banques, des compagnies d'assurance et des courtiers en valeurs mobilières. Mackenzie ne verse ni commission de suivi ni commission de vente relativement à ces séries de fonds communs de placement. Au 31 mars 2009, l'actif des fonds communs de placement dans ces séries de fonds s'établissait à 6,7 G\$, par rapport à 7,8 G\$ au 31 mars 2008.

Les frais de gestion se sont établis à 143,8 M\$ pour le trimestre considéré, soit une baisse de 57,3 M\$, ou 28,5 %, comparativement à 201,1 M\$ à l'exercice précédent. La diminution des frais de gestion est attribuable au recul de la moyenne mensuelle de l'actif géré total de Mackenzie combiné à une modification de la répartition de l'actif géré.

La moyenne mensuelle de l'actif géré total s'est établie à 52,4 G\$ pour le premier trimestre de 2009, comparativement à 60,5 G\$ en 2008, ce qui constitue une diminution de 13,3 %.

Le taux moyen des frais de gestion de Mackenzie représentait 111,3 points de base au cours du trimestre terminé le 31 mars 2009, comparativement à 134,9 points de base au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le recul du taux moyen des frais de gestion est imputable à la variation relative des comptes institutionnels de Mackenzie, principalement attribuable à l'acquisition de Saxon le 25 septembre 2008, et des fonds communs de placement de Mackenzie qui ne sont pas destinés aux épargnants par rapport à la variation se rapportant aux fonds communs de placement destinés aux épargnants, et ce, parce que l'actif de la clientèle institutionnelle et des fonds communs de placement qui ne sont pas destinés aux épargnants est assorti de frais de gestion moindres. De plus, la variation de la composition de l'actif au sein des

TABLEAU 8 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – MACKENZIE

Trimestres terminés les (en M\$)	31 MARS 2009	31 DÉCEMBRE 2008	31 MARS 2008	VARIATION (%)	
				31 DÉCEMBRE 2008	31 MARS 2008
Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net					
Gestion	143,8 \$	157,6 \$	201,1 \$	(8,8)%	(28,5)%
Administration	33,8	33,8	34,4	–	(1,7)
Distribution	6,6	8,5	8,6	(22,4)	(23,3)
	184,2	199,9	244,1	(7,9)	(24,5)
Revenu de placement net et autres revenus	3,3	4,6	6,9	(28,3)	(52,2)
	187,5	204,5	251,0	(8,3)	(25,3)
Frais d'exploitation					
Commissions	28,8	30,1	37,9	(4,3)	(24,0)
Commissions de suivi	37,3	40,2	52,7	(7,2)	(29,2)
Frais autres que les commissions	70,1	70,3	77,9	(0,3)	(10,0)
	136,2	140,6	168,5	(3,1)	(19,2)
Bénéfice avant intérêts et impôts	51,3 \$	63,9 \$	82,5 \$	(19,7)%	(37,8)%

fonds communs de placement de Mackenzie qui sont destinés aux épargnants, qui représente la proportion relative d'actif géré détenu en actions et en titres de revenu fixe, a aussi une incidence sur les taux moyens des frais de gestion.

Les frais d'administration comprennent les principales composantes suivantes :

- les frais d'administration liés à la prestation de services à l'égard des fonds communs de placement et des produits structurés de Mackenzie;
- les frais de répartition de l'actif;
- les frais découlant des services de fiduciaire et d'autres frais d'administration des comptes du groupe MRS.

Les frais d'administration se sont chiffrés à 33,8 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, comparativement à 34,4 M\$ en 2008.

Depuis le 1^{er} août 2007, Mackenzie assume les frais d'exploitation applicables des fonds Mackenzie autres que la TPS et certains frais déterminés associés aux fonds moyennant des frais d'administration à taux fixe pour chacun des fonds. Du 1^{er} août 2007 au 31 décembre 2009, et par la suite le cas échéant, les fonds qui existaient au 1^{er} août 2007 pourraient devoir payer à Mackenzie un ajustement mensuel lié aux frais d'exploitation si la moyenne mensuelle de l'actif net combiné de la totalité des fonds et des séries de Mackenzie, qui étaient visés par la proposition relative à la méthode d'imputation des frais d'administration approuvée par les investisseurs le 7 août 2007, diminue pour atteindre 95 % du montant du total de l'actif net. Si ce montant est payable, Mackenzie aura droit à un ajustement des frais d'exploitation pour ce mois, et ce, pour chacun des fonds et chacune des séries, ajustement qui fera en sorte que toutes les séries, collectivement, paieront pour le mois en question les frais d'administration qu'elles auraient payés si l'actif net mensuel avait totalisé 95 % de l'actif net au 1^{er} août 2007 tout au long du mois. Si, au cours d'un mois ultérieur, l'actif net mensuel augmente pour s'établir à un montant équivalent ou supérieur à 95 % de l'actif net le 1^{er} août 2007, l'ajustement lié aux frais d'exploitation ne sera pas payable. En raison du recul constant de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie découlant de la volatilité des marchés mondiaux, Mackenzie a eu droit à un ajustement lié aux frais d'exploitation. Les frais d'administration du trimestre considéré incluaient des ajustements liés aux frais d'exploitation de 7,6 M\$, comparativement à 0,9 M\$ en 2008.

Mackenzie perçoit un revenu tiré des frais de distribution sur les rachats des parts de fonds communs de placement comportant des frais d'acquisition reportés et des frais d'acquisition modérés. Les frais de distribution

pour l'actif comportant des frais d'acquisition reportés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour être de néant après sept ans. Les frais de distribution pour l'actif comportant des frais d'acquisition modérés commencent à 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour être de néant après trois ans. Le revenu tiré des frais de distribution a atteint 6,6 M\$ pour le trimestre considéré de 2009, en baisse de 2,0 M\$ comparativement à 8,6 M\$ en 2008, principalement en raison de la baisse des rachats assujettis aux frais d'acquisition reportés en 2009 comparativement à 2008.

L'élément le plus important du poste Revenu de placement net et autres revenus est la marge nette d'intérêt découlant des activités de prêt et d'acceptation des dépôts de la Compagnie de Fiducie M.R.S. Le revenu de placement net pour le trimestre terminé le 31 mars 2009 s'est établi à 3,3 M\$, soit une baisse de 3,6 M\$ comparativement à 6,9 M\$ en 2008. Le revenu de placement net pour le trimestre considéré était inférieur à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison des taux d'intérêt plus faibles enregistrés en 2009 par rapport à 2008 qui ont entraîné une compression des écarts de taux d'intérêt nets de Fiducie M.R.S.

Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation de Mackenzie se sont élevés à 136,2 M\$ pour le premier trimestre, ce qui représente une baisse de 32,3 M\$, ou 19,2 %, par rapport à 168,5 M\$ à l'exercice précédent.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement sur la base de frais d'acquisition reportés et de frais d'acquisition modérés. La charge liée aux commissions, qui représente l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 28,8 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, comparativement à 37,9 M\$ en 2008. Mackenzie amortit ses commissions de vente sur une période de trois ans à compter de la date initiale d'achat des parts assorties de frais d'acquisition modérés et sur une période maximale de sept ans à partir de la date initiale d'achat des parts assorties de frais d'acquisition reportés. La diminution de la charge liée aux commissions par rapport à l'exercice précédent concorde avec la baisse générale des commissions de vente versées aux courtiers tant pour l'exercice considéré que pour les exercices précédents. Un pourcentage croissant des fonds communs de placement de Mackenzie est maintenant vendu avec des frais prélevés à l'acquisition et Mackenzie ne verse pas de commissions de vente relativement à ces ventes.

Les commissions de suivi versées aux courtiers sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement et varient selon le type de fonds et selon le type de frais liés à l'achat, à savoir des frais prélevés à l'acquisition, des frais d'acquisition reportés ou des frais d'acquisition modérés. Les commissions de suivi ne sont généralement pas versées à l'égard des séries de fonds communs de placement qui ne sont pas destinées aux épargnants ou de l'actif d'investisseurs institutionnels. Les commissions de suivi versées aux courtiers se sont établies à 37,3 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, soit une baisse de 15,4 M\$, ou 29,2 %, par rapport à 52,7 M\$ en 2008. La diminution des commissions de suivi est conforme au recul de l'actif géré moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre et à la variation de la composition de l'actif au sein des fonds communs de placement de Mackenzie. Les commissions de suivi, en tant que pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, se sont chiffrées à 44,8 points de base pour le trimestre terminé le 31 mars 2009 et à 48,0 points de base pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les frais autres que les commissions ont totalisé 70,1 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, une baisse de 7,8 M\$, ou 10,0 %, par rapport à 77,9 M\$ à l'exercice précédent. Les frais autres que les commissions incluent les frais engagés par Mackenzie relativement à l'administration, à la mise en marché et à la gestion de son actif géré, ainsi que les frais engagés à l'égard de ses activités d'administration des comptes et de ses services fiduciaires. Les frais autres que les commissions de Mackenzie pour le trimestre considéré incluent les coûts liés aux activités de Saxon, qui n'étaient pas inclus au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Abstraction faite des frais autres que les commissions de Saxon, les frais de Mackenzie se seraient chiffrés à 67,1 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, soit une diminution de 10,8 M\$ ou de 13,9 %, comparativement à l'exercice précédent. L'intégration de Saxon dans les activités de Mackenzie s'est terminée dans les délais conformément au plan d'affaires préparé par la direction au moment de l'acquisition.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2009 COMPARATIVEMENT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2008

Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net
Les frais de gestion se sont chiffrés à 143,8 M\$ au cours du trimestre considéré, soit une baisse de 13,8 M\$, ou 8,8 %, alors qu'ils s'établissaient à 157,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2008. La diminution des frais de gestion est

attribuable principalement au recul de la moyenne mensuelle de l'actif géré total de Mackenzie combiné à une modification de la répartition de l'actif géré. En outre, le premier trimestre de 2009 comptait deux jours de moins que le quatrième trimestre de 2008, ce qui a donné lieu à une réduction du revenu tiré des honoraires d'approximativement 2,5 M\$ au trimestre considéré.

La moyenne mensuelle de l'actif géré total s'est établie à 52,4 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 56,1 G\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008, ce qui constitue une diminution de 6,6 %. Le taux moyen des frais de gestion de Mackenzie représentait 111,3 points de base au cours du trimestre considéré et 111,8 points de base pour le quatrième trimestre de 2008.

Les frais d'administration se sont chiffrés à 33,8 M\$ pour le trimestre considéré et le trimestre terminé le 31 décembre 2008. Les frais d'administration pour le trimestre considéré comprenaient des ajustements liés aux frais d'exploitation de 7,6 M\$, comparativement à 6,5 M\$ au quatrième trimestre de 2008.

Le revenu tiré des frais de distribution sur les rachats des parts de fonds communs de placement pour le trimestre considéré s'est chiffré à 6,6 M\$, soit une baisse de 1,9 M\$ comparativement à 8,5 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008.

Le revenu de placement net pour le trimestre considéré s'est chiffré à 3,3 M\$, soit une baisse de 1,3 M\$ comparativement à 4,6 M\$ au trimestre précédent. Le revenu de placement net du trimestre considéré a enregistré une diminution comparativement au quatrième trimestre de 2008, principalement en raison des taux d'intérêt plus faibles enregistrés en 2009 par rapport à 2008 qui ont entraîné une compression des écarts de taux d'intérêt nets de Fiducie M.R.S.

Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation de Mackenzie se sont élevés à 136,2 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une baisse de 4,4 M\$, ou 3,1 %, par rapport à 140,6 M\$ au quatrième trimestre de 2008.

Les commissions, qui représentent l'amortissement des commissions de vente, se sont chiffrées à 28,8 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, comparativement à 30,1 M\$ au quatrième trimestre de 2008.

Les commissions de suivi versées aux courtiers se sont établies à 37,3 M\$ pour le premier trimestre de 2009, soit une baisse de 2,9 M\$, ou 7,2 %, par rapport à 40,2 M\$ au quatrième trimestre de 2008. La diminution des commissions de suivi est conforme au recul de l'actif géré moyen des fonds communs de placement d'un trimestre à l'autre et à la variation de la composition de l'actif au sein des fonds

communs de placement de Mackenzie. Les commissions de suivi, en tant que pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, se sont chiffrées à 44,8 points de base pour le trimestre considéré et à 44,5 points de base pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008.

Les frais autres que les commissions ont totalisé 70,1 M\$ pour le trimestre considéré, soit une baisse de 0,2 M\$, ou 0,3 %, par rapport au quatrième trimestre de 2008. Les frais autres que les commissions incluent les frais engagés

par Mackenzie relativement à l'administration, à la mise en marché et à la gestion de son actif géré, ainsi que les frais engagés à l'égard de ses activités d'administration des comptes et de ses services fiduciaires. Mackenzie continue de gérer activement ses frais autres que les commissions de façon à accroître ses capacités d'exploitation futures tout en axant ses dépenses sur les activités visant à générer des revenus en vue de faire croître l'entreprise davantage.

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

L'actif de la Société financière IGM totalisait 8,924 G\$ au 31 mars 2009, comparativement à 8,234 G\$ au 31 décembre 2008.

TITRES

La composition du portefeuille de titres de la Société, déduction faite des dérivés classés comme couvertures de juste valeur, est présentée au tableau 9.

Titres classés comme disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente incluent les titres de capitaux propres, les titres à revenu fixe et les placements dans des fonds communs de placement exclusifs. Les gains et les pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente non désignés comme des éléments constitutifs d'une relation de couverture sont comptabilisés dans le poste Autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils soient réalisés.

La juste valeur du portefeuille d'actions ordinaires de la Société, déduction faite des dérivés classés comme couvertures de juste valeur, s'est établie à 238,5 M\$ au 31 mars 2009, comparativement à 294,2 M\$ au 31 décembre 2008, soit une diminution de 55,7 M\$. Cette diminution est imputable à l'incidence de ventes nettes totalisant 35,4 M\$ sur le portefeuille d'actions ordinaires en 2009 et à l'incidence de la variation de la juste valeur du portefeuille. Les pertes non réalisées sur le portefeuille d'actions ordinaires, déduction faite des dérivés, se sont

chiffrées à 134,8 M\$ au 31 mars 2009, comparativement à 112,0 M\$ au 31 décembre 2008. L'exposition de la Société au risque actions sur son portefeuille d'actions ordinaires et la façon dont elle gère ce risque sont décrites en détail dans la rubrique intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion et à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires.

Au 31 mars 2009, les titres à revenu fixe totalisant 216,2 M\$ étaient principalement composés d'acceptations bancaires, de billets de dépôt de premier rang de banques à charte canadiennes et d'obligations de sociétés.

Titres détenus à des fins de transaction

Les titres classés comme détenus à des fins de transaction comprennent les Obligations hypothécaires du Canada, les titres à revenu fixe composés de papier commercial adossé à des actifs (« PCAA ») non commandité par des banques et de TH LNH. Les gains et les pertes non réalisés sont constatés au poste Revenu de placement net et autres revenus dans les états consolidés des résultats.

Pour appuyer ses activités de gestion du risque de taux d'intérêt liées à ses activités bancaires hypothécaires, la Société a acheté des Obligations hypothécaires du Canada au cours du premier trimestre de 2009. Ces titres ont par la suite été vendus au cours du trimestre en vertu de mises en pension qui représentent des transactions à court terme dans le cadre desquelles la Société vend des titres qu'elle détient déjà et s'engage simultanément à racheter les mêmes titres à un prix convenu à une date future

TABLEAU 9 : TITRES, DÉDUCTION FAITE DES DÉRIVÉS CLASSÉS COMME COUVERTURES DE LA JUSTE VALEUR

(en milliers de dollars)	31 MARS 2009		31 DÉCEMBRE 2008	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente				
Actions ordinaires ¹	373 306 \$	238 511 \$	406 172 \$	294 164 \$
Placements dans des fonds communs de placement exclusifs	39 027	33 832	33 360	28 518
Titres à revenu fixe	213 410	216 234	229 969	231 289
	625 743	488 577	669 501	553 971
Détenus aux fins de transaction				
Obligations hypothécaires du Canada	597 318	592 035	–	–
Titres à revenu fixe	33 366	29 666	–	–
TH LNH	9 987	10 276	15 788	16 077
	640 671	631 977	15 788	16 077
	1 266 414 \$	1 120 554 \$	685 289 \$	570 048 \$

¹ La juste valeur des dérivés classés comme couvertures de la juste valeur représente une augmentation de 18,3 M\$ au 31 mars 2009 et de 32,4 M\$ au 31 décembre 2008 par rapport à la juste valeur des actions ordinaires et est classée dans les autres actifs ou les autres passifs aux bilans consolidés.

déterminée. Ces titres ont une juste valeur de 592,0 M\$. L'obligation de racheter les titres est inscrite au coût après amortissement et a une valeur comptable de 592,5 M\$. Les intérêts débiteurs relatifs à ces obligations sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice au poste Revenu de placement net et autres revenus dans les états consolidés des résultats.

À l'origine, le placement de la Société en PCAA totalisait 50,2 M\$. La Société avait auparavant réduit la juste valeur du PCAA en inscrivant des charges de 14,9 M\$ et a comptabilisé une charge additionnelle de 3,7 M\$ au premier trimestre de 2009. Le placement de la Société en PCAA a été réduit d'un montant en espèces de 1,9 M\$ reçu de la part des fonds fiduciaires liés au PCAA au cours du trimestre. Se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus d'information.

PRÊTS

Les prêts, y compris les prêts hypothécaires et les prêts personnels, ont augmenté de 95,4 M\$ pour s'établir à 685,0 M\$ au 31 mars 2009 et représentent 7,7 % de l'actif total, comparativement à 7,2 % au 31 décembre 2008. Les prêts hypothécaires résidentiels liés aux activités bancaires hypothécaires de la Société ont augmenté de 83,2 M\$. Dans les activités de dépôt de la Société, les prêts à l'investissement ont augmenté de 12,7 M\$ tandis que les prêts hypothécaires résidentiels ont diminué de 0,5 M\$ au cours du trimestre.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, incluant des fiducies de titrisation commanditées par la SCHL ou des banques canadiennes, services de gestion inclus. La Compagnie de fiducie M.R.S. fournit des prêts hypothécaires par l'entremise de courtiers

hypothécaires et des prêts à l'investissement par l'entremise de conseillers financiers. Ces prêts sont principalement financés par les activités de dépôt de la Société et, dans certains cas, sont vendus à des tiers (incluant des fiducies de titrisation), services de gestion inclus.

L'exposition de la Société au risque de crédit et au risque de taux d'intérêt sur ses portefeuilles de prêts et dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires, et la façon dont elle gère ces risques sont décrites en détail dans la rubrique intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion.

ARRANGEMENTS DE TITRISATION HORS BILAN

Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent des ventes périodiques de prêts hypothécaires à des fiducies de titrisation commanditées par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société conserve des responsabilités de gestion et, dans certains cas, des éléments de garantie à l'égard des pertes sur créances liées aux prêts cédés. Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a conclu des opérations de titrisation avec des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et par le Programme OHC par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant des revenus de 218,4 M\$, comparativement à 271,2 M\$ au premier trimestre de 2008, comme il est indiqué à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires. Les prêts titrisés ont totalisé 2 982,2 M\$ au 31 mars 2009, comparativement à 2 353,0 M\$ au 31 mars 2008. La juste valeur des droits conservés par la Société s'est établie à 224,0 M\$ au 31 mars 2009, à 216,5 M\$ au 31 décembre 2008 et à 99,1 M\$ au 31 mars 2008.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 1,24 G\$ au 31 mars 2009, comparativement à 1,23 G\$ et à 1,09 G\$ au 31 décembre 2008 et au 31 mars 2008, respectivement. Une tranche importante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des prêts a trait aux activités de dépôt de la Société, comme il est présenté dans le tableau 10.

Le fonds de roulement a totalisé 812,2 M\$ au 31 mars 2009, comparativement à 817,8 M\$ au 31 décembre 2008, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société présentés au tableau 10.

Les exigences en matière de fonds de roulement incluent :

- le financement des activités d'exploitation continues, y compris le financement des commissions de vente;
- le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires;
- le respect des obligations se rapportant au paiement périodique d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées;
- le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation;
- le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées;
- le financement du rachat des actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») a totalisé 294,6 M\$ au cours du premier trimestre de 2009, comparativement à 404,6 M\$ et à 305,9 M\$ au premier trimestre et au quatrième trimestre de 2008, respectivement.

Se reporter à la section sur les instruments financiers du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidité et à l'exposition de la Société au risque d'illiquidité et la façon dont elle le gère.

Flux de trésorerie

Le tableau 11, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des états consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre terminé le 31 mars 2009. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 3,0 M\$ au cours du trimestre, comparativement à une baisse de 88,1 M\$ au cours du premier trimestre de 2008.

Les activités d'exploitation, avant les commissions versées, ont généré 199,1 M\$ au cours du trimestre, comparativement à 143,5 M\$ en 2008. Les commissions en espèces versées se sont chiffrées à 61,5 M\$ en 2009, soit une baisse de 32,6 % comparativement à 91,3 M\$ en 2008, qui est conforme au recul des ventes de fonds communs de placement. Les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation, déduction faite des commissions versées, se

TABLEAU 10 : ACTIF LIÉ AUX ACTIVITÉS DE DÉPÔT

<i>(en M\$)</i>	31 MARS 2009	31 DÉCEMBRE 2008	31 MARS 2008
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	517,9 \$	475,2 \$	570,1 \$
Titres	218,1	188,0	20,2
Prêts	456,0	443,3	501,9
Total de l'actif	1 192,0 \$	1 106,5 \$	1 092,2 \$
Passif et capitaux propres			
Passif-dépôt	1 045,3 \$	959,0 \$	940,0 \$
Autre passif, montant net	45,0	46,5	34,8
Capitaux propres	101,7	101,0	117,4
Total du passif et des capitaux propres	1 192,0 \$	1 106,5 \$	1 092,2 \$

TABLEAU 11 : FLUX DE TRÉSORERIE

Trimestres terminés les (en M\$)	3 I MARS 2009	3 I MARS 2008	VARIATION
Activités d'exploitation			
Avant paiement des commissions	199,1 \$	143,5 \$	38,7 %
Commissions payées	(61,5)	(91,3)	32,6
Dédution faite des commissions payées	137,6	52,2	163,6
Activités de financement	546,6	(62,8)	n.s.
Activités d'investissement	(681,2)	(77,5)	n.s.
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3,0	(88,1)	103,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 232,2	1 180,3	4,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 235,2 \$	1 092,2 \$	13,1 %

sont établis à 137,6 M\$ en 2009, comparativement à 52,2 M\$ en 2008.

Voici à quoi ont principalement trait les activités de financement du premier trimestre de 2009 par rapport à la période correspondante de 2008 :

- une augmentation nette de 86,3 M\$ des dépôts et des certificats en 2009, comparativement à une augmentation nette de 83,1 M\$ en 2008. L'augmentation nette de 2009 est liée à une augmentation des niveaux des dépôts à vue et des dépôts à terme;
- un produit net de 592,5 M\$ relatif aux obligations liées à des actifs vendus en vertu de mises en pension en 2009, comparativement à néant en 2008;
- le produit reçu à l'émission d'actions ordinaires en vertu du programme d'options sur actions de la Société de 4,0 M\$ en 2009, comparativement à 6,0 M\$ en 2008;
- le versement des dividendes ordinaires réguliers qui ont augmenté pour s'établir à 134,5 M\$ en 2009, comparativement à 121,5 M\$ en 2008, en raison de la hausse des dividendes ordinaires de la Société;
- le rachat de 60 000 actions ordinaires en 2009 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM au coût de 1,6 M\$, comparativement au rachat de 715 000 actions ordinaires au coût de 30,3 M\$ en 2008.

Voici en quoi ont principalement consisté les activités d'investissement du premier trimestre de 2009, comparativement à la période correspondante de 2008 :

- l'achat de titres totalisant 661,7 M\$, dont une tranche de 597,3 M\$ était liée aux Obligations hypothécaires du Canada, et le produit de 82,8 M\$ de la vente de titres en 2009 par rapport à 34,1 M\$ et à 37,1 M\$, respectivement, en 2008;

- les augmentations nettes des prêts de 318,1 M\$, comparativement à 343,0 M\$ en 2008, principalement liées aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société;
- le produit net en espèces découlant de la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels par le truchement de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et le Programme OHC de 218,4 M\$ en 2009, comparativement à 271,2 M\$ en 2008.

SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion de l'entreprise. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital selon les changements des conditions économiques. Le capital de la Société comprenait la dette à long terme, les actions privilégiées et les capitaux propres, lesquels totalisaient 5,7 G\$ au 31 mars 2009, soit le même niveau qu'au 31 décembre 2008.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux exigences en matière de fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion de l'entreprise ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences

réglementaires en matière de capital comprennent les sociétés de fiducie, les courtiers en valeurs mobilières et les courtiers en fonds communs de placement. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences réglementaires relatives au capital.

Les activités de gestion du capital pour le premier trimestre de 2009 comprennent le rachat de 60 000 actions ordinaires au coût de 1,6 M\$ dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (se référer à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires). La Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 23 mars 2009 visant jusqu'à 5 % de ses actions ordinaires pour pouvoir disposer de la flexibilité nécessaire lui permettant de racheter des actions selon les circonstances. Les autres activités de gestion du capital au premier trimestre de 2009 comprennent la déclaration de dividendes de 5,2 M\$ sur actions privilégiées et de 134,5 M\$ sur actions ordinaires. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés de la variation des capitaux propres. La dette à long terme de 1,2 G\$ et les actions privilégiées de 360 M\$ demeurent inchangées.

Au cours de l'exercice 2008, la Société a déposé un prospectus préalable de base simplifié afin de lui permettre de disposer de la flexibilité nécessaire pour ajuster sa structure du capital en fonction de changements des conditions économiques et de sa situation financière. Le 7 avril 2009, la Société a conclu un appel public à l'épargne visant 375 M\$ de débentures à 7,35 % venant à échéance le 8 avril 2019. Le prix des débentures a été établi en vue de fournir un rendement à l'échéance de 7,358 %. Une tranche du produit net de l'émission a été affectée au remboursement des acceptations bancaires en cours de 287 M\$ utilisées pour financer l'acquisition de La Financière Saxon Inc. en 2008. Le produit résiduel sera utilisé pour les besoins généraux et d'investissement de la Société.

Le 6 mars 2009, Standard & Poor's, (« S&P ») a effectué son évaluation annuelle de la dette de premier rang et du passif de la Société financière IGM et a confirmé sa cote de « A+ ». La perspective de la Société est passée de « stable » à « négative », reflétant l'évaluation par S&P de l'incertitude continue qui plane sur le marché en 2009, et qui pourrait réduire l'actif géré et, par conséquent, freiner les revenus récurrents. En avril 2009, Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») a confirmé sa cote de « A (élevée) » avec une perspective stable.

Les cotes de crédit sont destinées à fournir aux épargnants une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits ainsi que

la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque titre. Les descriptions des catégories de cote de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces cotes ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un épargnant en particulier. De plus, il se peut que les cotes ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation révisent ces cotes ou les retirent à quelque moment que ce soit.

La cote « A+ », qui a été attribuée aux débentures non garanties de premier rang de la Société, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories principales réservées aux titres d'emprunt à long terme et indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de s'acquitter de ses obligations financières, mais que la Société est quelque peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les sociétés mieux cotées. S&P utilise les signes « + » et « - » pour indiquer la position relative du titre au sein des catégories principales.

Selon S&P, la perspective « négative » indique que S&P considère qu'il existe une probabilité minimale de un sur trois que la cote de solvabilité à long terme des contreparties baisse à moyen terme. Une perspective négative n'est pas nécessairement un signe précurseur d'un déclassement.

La cote A (élevée), qui a été attribuée aux débentures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories réservées aux titres d'emprunt à long terme. Selon le système d'évaluation de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la cote A (élevée) sont de qualité satisfaisante en ce qui a trait à la solvabilité et offrent une protection de l'intérêt et du capital considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne cote, les entreprises qui l'obtiennent sont considérées comme plus vulnérables lorsque la situation économique est défavorable et plus susceptibles de démontrer des tendances cycliques que les sociétés ayant obtenu une meilleure cote. La mention « élevée » ou « faible » indique la force relative du titre au sein de sa catégorie, et l'absence d'une telle mention indique que le titre se situe au milieu de sa catégorie.

Selon DBRS, la tendance « stable » aide les épargnants à comprendre la façon dont elle entrevoit l'avenir du titre.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 12 présente la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers.

Les méthodes et les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur décrite à la note 21 des états financiers consolidés du rapport annuel 2008 de la Société financière IGM Inc. n'ont pas changé.

Bien que la volatilité des marchés financiers au cours du premier trimestre de 2009 ait entraîné des changements, tant de la valeur comptable que de la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence importante sur la situation financière de la Société pour le trimestre terminé le 31 mars 2009. La Société gère activement les risques qui découlent de l'utilisation d'instruments financiers. Ces risques comprennent les risques d'illiquidité, de crédit et de marché.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité se rapporte au risque que la Société ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités ou s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- le contrôle à l'égard des processus de gestion de liquidités;
- l'évaluation des facteurs de stress relativement à divers scénarios d'exploitation;

- la supervision de la gestion des liquidités par les comités du conseil d'administration.

Dans le cadre de ces pratiques continues de gestion des liquidités au cours de 2008 et du premier trimestre de 2009, la Société a :

- déposé un prospectus préalable de base simplifié afin de se donner la flexibilité nécessaire pour accéder aux marchés des titres d'emprunt et des actions;
- augmenté ses marges de crédit engagées;
- créé des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires;
- examiné le profil de concentration et de diversification de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie;
- réduit la composante capitaux propres de son portefeuille de titres.

Le 7 avril 2009, la Société a conclu un appel public à l'épargne visant 375 M\$ de débentures venant à échéance en avril 2019, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Sources de financement » du présent rapport de gestion.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé en matière de liquidité pour la Société. Les commissions versées continuent d'être entièrement financées au moyen des flux de trésorerie liés à l'exploitation.

TABLEAU 12 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	31 MARS 2009		31 DÉCEMBRE 2008	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 235,2 \$	1 235,2 \$	1 232,2 \$	1 232,2 \$
Titres	1 102,2	1 102,2	537,7	537,7
Prêts	685,0	691,4	589,6	591,7
Autres actifs financiers	280,5	280,5	281,1	281,1
Actif lié aux dérivés	169,2	169,2	169,5	169,5
Total de l'actif financier	3 472,1 \$	3 478,5 \$	2 810,1 \$	2 812,2 \$
Passif				
Dépôts et certificats	1 045,3 \$	1 058,1 \$	959,0 \$	964,2 \$
Acceptations bancaires	286,8	286,8	286,6	286,6
Mises en pension	592,4	592,4	—	—
Autres passifs financiers	686,2	686,2	689,6	689,6
Passif lié aux dérivés	146,4	146,4	141,8	141,8
Passif lié aux actions privilégiées	360,0	370,9	360,0	366,5
Dettes à long terme	1 200,0	1 171,6	1 200,0	1 206,2
Total du passif financier	4 317,1 \$	4 312,4 \$	3 637,0 \$	3 654,9 \$

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires. Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels sont financés au moyen d'un placement dans le Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et dans les activités d'intermédiaire du Groupe Investors, ou par l'entremise de ventes à des tiers, incluant des fiducies de titrisation commanditées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou par des banques canadiennes, ou par l'entremise de placements privés à des investisseurs institutionnels. Au deuxième trimestre de 2008, la Société a reçu l'approbation de la SCHL à titre d'émetteur de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») de même que de vendeur dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »). Ce statut d'acheteur et de vendeur procure au Groupe Investors des sources de financement additionnelles pour les prêts hypothécaires résidentiels. Au cours du premier trimestre de 2009, les ventes de prêts à des tiers ont totalisé 139,5 M\$ et le produit tiré de la titrisation s'est chiffré à 218,4 M\$, comparativement à 25,3 M\$ et à 271,2 M\$, respectivement, au premier trimestre de 2008.

La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation, lesquelles sont susceptibles de changer. Au cours du quatrième trimestre de 2008, le gouvernement du Canada a annoncé qu'en plus de continuer à soutenir le Programme OHC, il allait accorder un financement additionnel d'un montant de 75 G\$ au moyen d'enchères

sur des titres adossés à des créances hypothécaires. Un financement additionnel de 50 G\$ a été annoncé dans le budget de janvier 2009.

Les besoins de liquidités des filiales qui sont des fiducies agissant à titre d'intermédiaires financiers sont fondés sur les politiques approuvées par les comités de placement et de révision de leur conseil d'administration respectif. Au 31 mars 2009, les liquidités des filiales qui sont des fiducies étaient conformes à ces politiques.

Les échéances contractuelles de la Société sont présentées dans le tableau 13.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM possède un portefeuille de titres et des marges de crédit qui constituent d'autres sources de liquidités éventuelles. La Société a maintenu à 475 M\$ ses marges de crédit à l'exploitation auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I au 31 mars 2009, soit au même niveau qu'au 31 décembre 2008. Les marges de crédit à l'exploitation sont constituées de marges de crédit engagées totalisant 300 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$. Au 31 mars 2009, la Société avait tiré un montant de 100,0 M\$ sur ses marges de crédit à l'exploitation non engagées, soit un montant identique à celui tiré au 31 décembre 2008.

En ce qui a trait à l'acquisition de La Financière Saxon Inc. le 25 septembre 2008, la Société a maintenu une facilité de crédit-relais non renouvelable auprès d'une banque à charte de l'annexe I totalisant 287 M\$. Au 31 mars 2009, la Société avait utilisé une tranche de 287,0 M\$. En avril 2009, la Société a remboursé le solde de la facilité de crédit.

La Société a accédé aux marchés des titres d'emprunt pour amasser des capitaux par le truchement de l'émission

TABLEAU 13 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Au 31 mars 2009 (en M\$)	À VUE	MOINS DE UN AN	DE 1 AN À 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Dépôts et certificats	795,8 \$	107,8 \$	136,9 \$	4,8 \$	1 045,3 \$
Acceptations bancaires	–	–	286,8 ¹	–	286,8
Autre passif	–	105,0	137,0	4,4	246,4
Dette à long terme	–	–	450,0	750,0	1 200,0
Actions privilégiées	–	–	360,0	–	360,0
Contrats de location-exploitation ²	–	42,5	107,0	91,7	241,2
Total des obligations contractuelles	795,8 \$	255,3 \$	1 477,7 \$	850,9 \$	3 379,7 \$

¹ La Société a remboursé les acceptations bancaires en avril au moyen du produit des débetures émises le 7 avril 2009.

² Comprend les locaux à bureaux et le matériel utilisé dans le cours normal des activités.

Les paiements de location sont imputés aux résultats sur la période d'utilisation.

de débentures en avril 2009. Toutefois, sa capacité d'accéder aux marchés financiers pour réunir des fonds continue de dépendre de la conjoncture, qui a été défavorablement touchée par les conditions actuelles du crédit.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut seront suffisants pour financer les besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie, de remplir ses obligations contractuelles, comme il est présenté au tableau 13, et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. Les dividendes ont augmenté pour un 19^e exercice de suite en 2008, affichant une hausse de 22,5 cents pour s'établir à 2,00 \$ par action pour l'exercice. Au premier trimestre de 2009, la Société a déclaré un dividende de 51,25 cents par action, payable le 30 avril 2009. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, incluant l'incidence du rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur le bénéficiaire. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère ses liquidités n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2008.

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si une contrepartie dans le cadre d'une opération ne respecte pas ses engagements. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine régulièrement ses pratiques en matière de gestion des risques de crédit pour en évaluer l'efficacité.

Au 31 mars 2009, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 1,24 G\$ étaient composés de soldes en espèces de 145,3 M\$ déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 1,09 G\$. Les équivalents de trésorerie incluent des bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 334,1 M\$, du papier commercial de 84,9 M\$ garanti par les gouvernements provinciaux et fédéral et des acceptations bancaires de 670,9 M\$ émises par des banques à charte canadiennes. La Société évalue régulièrement la cote de solvabilité de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable. La Société atténue le risque de crédit lié à ces instruments financiers en respectant sa politique en matière

de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

Les titres à revenu fixe disponibles à la vente au 31 mars 2009 sont principalement composés d'acceptations bancaires de 121,9 M\$, de billets de dépôt de premier rang de banques à charte canadiennes totalisant 58,0 M\$ et d'obligations de sociétés de 33,2 M\$. L'exposition maximale au risque de crédit à l'égard de ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable. La Société atténue le risque de crédit lié à ces instruments financiers en respectant sa politique en matière de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

Les titres à revenu fixe détenus à des fins de transaction sont composés de PCAA non commandité par des banques, dont la juste valeur totalise 29,7 M\$, ce qui correspond à l'exposition maximale au risque de crédit au 31 mars 2009. Se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus d'information sur l'évaluation du PCAA.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement et la suffisance de la provision générale. Au 31 mars 2009, les prêts hypothécaires et à l'investissement totalisaient 370,0 M\$ et 323,2 M\$, respectivement. La provision pour pertes sur créances de 8,2 M\$ au 31 mars 2009 était supérieure de 6,8 M\$ aux montants des prêts hypothécaires et à l'investissement douteux. Au 31 mars 2009, les portefeuilles de prêts hypothécaires étaient diversifiés sur le plan géographique, et étaient composés à 100 % de prêts résidentiels, dont 53 % étaient assurés. Le risque de crédit lié au portefeuille de prêts à l'investissement est atténué par l'utilisation de sûretés, principalement sous forme de placements dans des fonds communs de placement. Les prêts non assurés et non productifs de plus de 90 jours des portefeuilles de prêts à l'investissement et de prêts hypothécaires s'établissaient à 1,2 M\$ au 31 mars 2009, comparativement à 0,5 M\$ au 31 décembre 2008. Les caractéristiques des portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement n'ont pas changé de façon importante en 2009.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2008.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires titrisés par le truchement de fiducies de titrisation commanditées par la SCHL ou des banques canadiennes (des banques à charte de l'annexe I).

L'exposition maximale au risque de crédit découlant des prêts hypothécaires titrisés correspond à la juste valeur des droits conservés dans les prêts titrisés, laquelle se chiffrait à 224,0 M\$ au 31 mars 2009, comparativement à 216,5 M\$ au 31 décembre 2008 et à 99,1 M\$ au 31 mars 2008. Les droits conservés incluent :

- les comptes de réserve en espèces et les droits à la marge excédentaire future, lesquels totalisaient 88,0 M\$ au 31 mars 2009. Cette tranche des droits conservés est subordonnée aux droits des fiducies de titrisation commanditées par la SCHL ou par des banques canadiennes et représente l'exposition maximale au risque de crédit lié aux défauts de paiement des emprunteurs à l'échéance. Au 31 mars 2009, les prêts hypothécaires titrisés gérés totalisaient 3,0 G\$, comparativement à 2,9 G\$ au 31 décembre 2008. Les prêts non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 0,3 M\$ au 31 mars 2009, comparativement à néant au 31 décembre 2008. L'exposition au risque de crédit lié aux comptes de réserve en espèces et aux droits à la marge excédentaire future de la Société était négligeable au 31 mars 2009;
- la juste valeur des swaps de taux d'intérêt conclus par la Société relativement aux activités de titrisation, totalisant 136,0 M\$ au 31 mars 2009. Le montant notionnel en cours de ces swaps de taux d'intérêt s'élevait à 4,0 G\$ au 31 mars 2009, comparativement à 3,3 G\$ au 31 décembre 2008. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de gain, s'établissait à 158,4 M\$ au 31 mars 2009, comparativement à 153,6 M\$ au 31 décembre 2008. Les contreparties sont toutes des fiducies de titrisation commanditées par des banques et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit lié à ces swaps de taux d'intérêt était négligeable au 31 mars 2009.

Les notes 1, 4 et 20 des états financiers consolidés du rapport annuel 2008 de la Société financière IGM Inc. contiennent plus de détails au sujet des activités de titrisation de la Société et de son utilisation des contrats sur produits dérivés.

Le montant notionnel en cours des contrats sur produits dérivés, excluant les swaps de taux d'intérêt susmentionnés, s'est établi à 2,6 G\$ au 31 mars 2009, comparativement à 2,7 G\$ au 31 décembre 2008. Ces contrats sur produits dérivés sont essentiellement composés de swaps de taux d'intérêt qui sont utilisés dans le cadre des activités bancaires hypothécaires de la Société décrites à la rubrique intitulée « Risque de marché ». L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur de ces instruments

qui étaient en position de gain, a affiché une baisse, se chiffrant à 24,1 M\$ au 31 mars 2009, comparativement à 39,4 M\$ au 31 décembre 2008, principalement en raison de la diminution du montant notionnel de ces contrats sur produits dérivés et des variations des taux d'intérêt en 2009. Cela ne donne pas effet à des conventions de compensation ni à des arrangements de garantie.

Cependant, les contreparties des contrats sur produits dérivés sont toutes des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global de la Société était négligeable au 31 mars 2009. La gestion du risque de crédit par la direction n'a pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2008. Se référer aux notes 1 et 20 des états financiers consolidés du rapport annuel 2008 de la Société financière IGM Inc. pour plus de renseignements quant à l'utilisation des contrats sur produits dérivés par la Société.

Risque de marché

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, des taux de change ou des cours boursiers. La majorité des instruments financiers de la Société sont libellés en dollars canadiens et ne sont pas exposés de façon importante aux fluctuations des taux de change.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts, ses titres à revenu fixe, les Obligations hypothécaires du Canada et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire.

Par la gestion de son bilan, la Société cherche à contrôler les risques inhérents à la fluctuation des taux d'intérêt liés à ses activités d'intermédiaire en gérant activement son exposition au risque de taux d'intérêt. Au 31 mars 2009, l'écart total entre l'actif et le passif au titre des dépôts sur un an respectait les lignes directrices de la Société.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur ses activités bancaires hypothécaires et sur ses activités d'intermédiaire, comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation conclues avec des fiducies de titrisation commanditées par des banques, la Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec les fiducies, ce qui transfère le risque de taux d'intérêt à la Société. Afin de couvrir ce risque, la Société conclut des swaps de taux d'intérêt de compensation avec des banques à charte de l'annexe I. Dans le cadre de ses opérations de titrisation conclues

avec des fiducies de titrisation commanditées par des banques, la Société est exposée aux taux du PCAA et, après avoir mis en œuvre ses activités de couverture des taux d'intérêt, demeure exposée au risque que les taux du PCAA soient plus élevés que ceux des acceptations bancaires.

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte de l'annexe I, ce qui transfère le risque de taux d'intérêt lié au programme, incluant le risque lié au réinvestissement, à la Société. Afin de gérer le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement, la Société conclut des swaps de taux d'intérêt de compensation avec des banques à charte de l'annexe I afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt.
- La Société est exposée à l'incidence que les variations des taux d'intérêt pourraient avoir sur la valeur de ses placements en Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte de l'annexe I dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt sur ces obligations.
- La Société est également exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires détenus par la Société ou à l'égard desquels elle s'est engagée. La Société pourrait conclure des swaps de taux d'intérêt pour couvrir ce risque.

Au 31 mars 2009, l'incidence d'une fluctuation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net aurait été d'approximativement 3,4 M\$.

La Société est exposée au risque actions sur son portefeuille de titres et sur ses instruments financiers dérivés connexes. La Société souscrit à une politique de placement qui définit les objectifs, les contraintes et les paramètres liés à ses activités de placement. Cette politique prescrit les limites relatives à la qualité et à la concentration des placements détenus par la Société. La Société gère son exposition au risque actions sur une partie de son portefeuille de titres en utilisant un éventail d'instruments dérivés dont des contrats d'options et des contrats à terme. La direction analyse régulièrement les placements de la Société afin de s'assurer que toutes les activités sont conformes à la politique de placement. Les actions ordinaires sont examinées périodiquement, ou plus fréquemment lorsque les conditions le justifient, afin de déterminer s'il existe une indication objective d'une dépréciation durable. Une partie importante des pertes non réalisées ont eu lieu au second semestre de 2008, reflétant les conditions actuelles des marchés et les fluctuations des

cours qui en résultent. La Société détient un portefeuille de titres diversifié qui comprend principalement des actions ordinaires de sociétés canadiennes bien capitalisées versant des dividendes incluses dans l'indice S&P/TSX 60. La Société a la capacité et l'intention de conserver le portefeuille de titres pendant une période assez longue pour permettre le recouvrement de leur juste valeur. Au 31 mars 2009, la Société a conclu que les pertes brutes non réalisées étaient temporaires.

Les actions ordinaires et les placements dans des fonds communs de placement exclusifs de la Société sont classés comme disponibles à la vente, comme l'indique le tableau 9 et, par conséquent, les gains et les pertes non réalisés sur les titres qui ne sont pas désignés comme des éléments constitutifs d'une relation de couverture sont comptabilisés au poste Autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation. Au 31 mars 2009, l'incidence d'une diminution de 10 % des cours boursiers se serait traduite par une perte non réalisée de 19,6 M\$ inscrite dans les autres éléments du résultat étendu.

L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et au risque actions et la façon dont elle gère ces risques n'ont pas changé considérablement depuis le 31 décembre 2008.

RISQUE DE MARCHÉ LIÉ À L'ACTIF GÉRÉ

Au 31 mars 2009, l'actif du secteur des fonds communs de placement au Canada totalisait approximativement 542,9 G\$, soit une diminution de 2,1 % par rapport au 31 décembre 2008, signe de la volatilité qui a caractérisé les marchés du crédit et les marchés financiers. La diminution de 11,7 G\$ de l'actif du secteur par rapport au 31 décembre 2008 reflète des rentrées de trésorerie nettes de 3,3 G\$, une dépréciation du marché estimative de 16,3 G\$ pour l'exercice et un actif de fonds communs de placement de 1,3 G\$ qui n'avait pas été présenté auparavant.

La Société est devenue assujettie à un risque de volatilité de l'actif accru découlant de l'évolution des marchés financiers et boursiers canadiens et internationaux. Les mouvements dans ces marchés ont occasionné par le passé, et occasionneraient s'ils se produisaient à l'avenir, des fluctuations de l'actif géré, des produits et du bénéfice de la Société. La conjoncture économique mondiale, exacerbée par les guerres ou les crises financières, les mouvements sur le marché boursier, les taux de change, les taux d'intérêt, les taux d'inflation, les courbes de rendement, les défaillances des contreparties des dérivés et d'autres facteurs difficiles à prédire, a une incidence sur la composition, les valeurs sur le marché et les niveaux de l'actif géré.

Les fonds gérés par la Société peuvent être assujettis à des rachats imprévus à la suite de tels événements. Une conjoncture évolutive peut aussi occasionner une variation de la composition de l'actif entre les actions et les titres à revenu fixe, qui pourrait donner lieu, selon la nature de l'actif géré et le niveau des frais de gestion réalisés par la Société, à une baisse des produits et du bénéfice de la Société.

Les taux d'intérêt, qui affichent une faiblesse sans précédent, ont eu une incidence négative sur les rendements des fonds communs de placement du marché monétaire et de gestion du rendement (fiducies à participation unitaire et Société de fonds) de la Société. Au cours du premier trimestre de 2009, le Groupe Investors et Mackenzie ont renoncé à une partie des frais de gestion ou absorbé certaines dépenses en vue de s'assurer que ces fonds maintiennent des rendements positifs. La Société passera en revue ses pratiques à cet égard en réponse à l'évolution de la conjoncture.

La Société financière IGM fournit à ses conseillers attirés et aux conseillers financiers indépendants un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, répartis par catégories d'actifs, pays ou régions et styles de gestion. Ces avantages clés contribuent au maintien de solides relations avec la clientèle et à une diminution des taux de rachat.

Le secteur des fonds communs de placement et les conseillers financiers continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, nos conseillers attirés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 14 et décrits dans la section portant sur les résultats d'exploitation par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du rapport de gestion.

AUTRES FACTEURS DE RISQUE

Risque de distribution

Réseau de conseillers du Groupe Investors – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur la croissance de son réseau de conseillers, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du rapport de gestion dans le rapport annuel 2008 de la Société financière IGM Inc.

Mackenzie – La quasi-totalité des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie sont réalisées par des conseillers financiers indépendants. La commercialisation des produits de Mackenzie dépend fortement de l'accès à divers canaux de distribution. En règle générale, ces intermédiaires offrent également à leurs clients des produits de placement de concurrents. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Toutefois, le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés servant les conseillers financiers indépendants du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités de Mackenzie » du rapport de gestion dans le rapport annuel 2008 de la Société financière IGM Inc.

TABLEAU 14 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

Aux 31 mars	2009	2008
Société financière IGM Inc.		
Groupe Investors	7,7 %	7,4 %
Mackenzie	18,3 %	14,4 %
Counsel Group of Funds	14,6 %	10,3 %

Le cadre réglementaire

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. Les principaux organismes de réglementation qui régissent la Société et ses filiales sont les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels, l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières et le Bureau du surintendant des institutions financières. Ces organismes et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont de plus en plus nombreuses. La Société et ses filiales sont assujetties aux examens de réglementation réguliers dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les divers organismes de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à la réglementation en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. Elle surveille régulièrement les développements en matière de réglementation et leur incidence sur la Société. Elle poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant le domaine de la conformité et le domaine juridique, la formation, les tests, le contrôle et la présentation de l'information. Le comité de vérification de la Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

Éventualités

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires, y compris des recours collectifs, dans le cours normal de ses activités. Deux recours collectifs relatifs à des allégations d'opérations d'anticipation du marché visant des fonds communs de placement des sociétés sont en cours. Le Groupe Investors a conclu des ententes de règlement en 2004 avec plusieurs organismes de réglementation des valeurs mobilières relativement à ces allégations. Bien qu'il soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence négative importante sur la situation financière consolidée de la Société.

Risque lié aux acquisitions

Bien que la Société entreprenne un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ou les synergies de coûts et de revenus prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

Risque lié au modèle

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles.

Perspectives

LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

Au 31 mars 2009, l'actif du secteur des fonds communs de placement au Canada totalisait environ 542,9 G\$, soit une baisse de 2,1 %, comparativement au 31 décembre 2008 et une baisse de 21,0 % comparativement à l'exercice précédent. Cette baisse de 11,7 G\$ de l'actif du secteur par rapport au 31 décembre 2008 reflète des rentrées de trésorerie nettes de 3,3 G\$, une dépréciation du marché estimative de 16,3 G\$ et un actif de fonds communs de placement de 1,3 G\$ qui n'avait pas été présenté.

Depuis le second semestre de 2007, la volatilité des marchés boursiers mondiaux s'est poursuivie à la suite des inquiétudes grandissantes au sujet du crédit et du ralentissement de la croissance économique aux États-Unis et à l'échelle planétaire. Des perspectives économiques mondiales peu reluisantes, une volatilité persistante des marchés financiers et l'incertitude quant au moment de la reprise devraient créer un contexte difficile pour le secteur des services financiers.

Dans ce contexte, il est plus important que jamais d'entretenir une solide relation avec un conseiller pour maintenir le cap sur ses objectifs financiers à long terme. Un thème fondamental du modèle d'entreprise de la Société est de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers.

Le Groupe Investors continue de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients en offrant une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, et ses conseillers travaillent avec les clients pour les aider à mieux comprendre les répercussions de la volatilité des marchés financiers sur leur planification financière à long terme.

Mackenzie continue de maintenir sa stratégie axée sur un rendement de placement à long terme constant en restant conforme aux multiples styles de gestion exercés dans son processus de placement, tout en continuant de mettre l'accent sur l'innovation dans la création de produits et sur la communication avec les conseillers et les investisseurs dans cette période de volatilité sur les marchés.

Tandis que les Canadiens font face à la conjoncture économique actuelle, ils porteront de plus en plus attention à leurs besoins à court et à long terme en matière de planification financière. La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires.

En plus de la conjoncture actuelle des marchés, le secteur des services financiers continue d'être influencé par :

- les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où on épargne le plus continue d'augmenter;
- l'évolution des attitudes et une nette préférence des investisseurs à faire affaire avec un conseiller;
- des changements au cadre réglementaire;
- un environnement concurrentiel en pleine évolution;
- l'évolution et les changements de la technologie.

La déréglementation, la concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et services qui leur sont propres. Les distinctions longtemps observables entre les succursales bancaires, les maisons de courtage traditionnel, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance commencent à s'atténuer tandis que bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforcent d'offrir des conseils financiers complets au moyen d'une vaste gamme de produits.

Les fonds d'investissement, incluant les fonds communs de placement, demeurent la catégorie d'actifs financiers favorite des Canadiens pour leurs économies de retraite, et ils constituent plus du tiers des actifs financiers discrétionnaires canadiens à long terme. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage traditionnel, des banques et des compagnies d'assurances. Le Groupe Investors, Mackenzie et Counsel Group of Funds sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, en plus de rivaliser avec d'autres catégories d'actifs comme les actions, les obligations et d'autres instruments de placement passifs, pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

Les banques canadiennes demeurent une force dominante dans le secteur des services financiers de détail au Canada. Elles distribuent des produits et services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage complet et le courtage réduit. Au cours des dernières années, les succursales de banques ont davantage mis l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises affiliées représentait 38 % de l'actif total du secteur des fonds communs de placement à long terme au 31 mars 2009.

Les courtiers en fonds communs de placement et les autres sociétés de planification financière forment un canal de distribution important pour les fonds communs de placement au Canada. Les dix dernières années ont été marquées par d'importants regroupements dans ce secteur, beaucoup de grandes sociétés ayant été achetées par des entreprises de gestion de fonds communs de placement ou d'assurance. La direction est d'avis que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

À la suite des regroupements des dernières années, le secteur canadien de la gestion des fonds communs de placement se caractérise par de grandes entreprises, souvent à intégration verticale. Le secteur continue d'être

très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 79 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 80 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 31 mars 2009.

La direction estime que le volume, l'accès à la distribution et une vaste gamme de produits sont les éléments clés d'une bonne compétitivité au sein du secteur des services financiers.

LES DÉFIS DE LA CONCURRENCE

La direction est d'avis que la Société financière IGM est en bonne posture pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir, car elle dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont :

- une distribution vaste et diversifiée mettant l'accent sur les conseillers financiers;
- une vaste gamme de produits, de marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers;
- des relations durables avec ses clients, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales;
- des économies d'échelle considérables;
- son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power, dont font aussi partie la Great-West, la London Life et la Canada-Vie.

Ces points forts sont présentés plus en détail à la rubrique « Perspectives » du rapport de gestion compris dans le rapport annuel 2008 de la Société financière IGM.

Estimations et conventions comptables

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Il n'y a pas eu de modification des estimations comptables critiques de la Société depuis le 31 décembre 2008.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Le 1^{er} janvier 2009, la Société a adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Cette norme présente des directives révisées en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur la situation financière ni sur les résultats d'exploitation de la Société.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le Conseil des normes comptables du Canada a annoncé que les PCGR du Canada seront remplacés par les IFRS, dans leur forme publiée par l'International Accounting Standards Board. Les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS

au plus tard le 1^{er} janvier 2011. La Société publiera ses premiers états financiers consolidés en vertu des IFRS, incluant l'information correspondante des périodes précédentes, pour le trimestre terminé le 31 mars 2011.

La Société a élaboré un plan de passage aux IFRS qui aborde les éléments clés de la convergence aux IFRS et inclut une structure officielle quant à la gouvernance liée au projet.

La Société a déterminé les différences entre les IFRS et les PCGR du Canada qui devraient avoir une incidence sur la Société et continue d'évaluer les incidences de la conversion sur toutes les activités de l'entreprise, les conventions comptables, la technologie de l'information et les systèmes de données, les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information. La Société continue d'examiner les modifications apportées aux IFRS et adapte son plan en conséquence. À l'heure actuelle, il est impossible de déterminer entièrement les incidences sur les états financiers ou toute autre incidence éventuelle sur les activités.

Au fur et à mesure de la mise en œuvre des plans de conversion aux IFRS de la Société, les exigences en matière de ressources et de formation à l'égard de la présentation de l'information financière seront modifiées en conséquence.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Au cours du premier trimestre de 2009, il n'y a eu aucun changement dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence importante, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Il n'y a eu aucun changement quant aux types d'opérations entre apparentés depuis le 31 décembre 2008. Pour en savoir davantage sur les opérations entre apparentés, veuillez vous reporter aux notes 5 et 24 des états financiers consolidés du rapport annuel 2008 de la Société financière IGM Inc.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 mars 2009, il y avait 262 480 798 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 30 avril 2009, il y en avait 262 496 898.

États financiers consolidés intermédiaires

États consolidés des résultats

<i>(non vérifié)</i>	TRIMESTRES TERMINÉS LES 31 MARS	
<i>(en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)</i>	2009	2008
Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net		
Gestion	365 419 \$	490 649 \$
Administration	82 322	87 502
Distribution	62 336	75 687
Revenu de placement net et autres revenus	48 977	60 315
Total du revenu tiré des honoraires et du revenu de placement net	559 054	714 153
Frais d'exploitation		
Commissions	192 376	234 994
Frais autres que les commissions	158 515	167 411
Intérêts débiteurs	22 893	21 990
Total des frais d'exploitation	373 784	424 395
Bénéfice avant impôts	185 270	289 758
Impôts sur les bénéfices	51 743	78 555
Bénéfice net	133 527 \$	211 203 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires <i>(en milliers) (note 10)</i>		
– de base	262 417	264 116
– dilué	263 264	266 154
Bénéfice par action <i>(en dollars) (note 10)</i>		
– de base	0,51 \$	0,80 \$
– dilué	0,51 \$	0,79 \$

(Se reporter aux notes complémentaires.)

Bilans consolidés

(non vérifié)
(en milliers de dollars)

31 MARS 31 DÉCEMBRE
2009 2008

Actif

Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 235 227 \$	1 232 171 \$
Titres (note 2)	1 102 247	537 653
Prêts	685 005	589 564
Placement dans une société affiliée	616 650	574 442
Commissions de ventes reportées	927 816	940 603
Autres actifs	631 844	631 532
Actifs incorporels	1 133 070	1 135 715
Écart d'acquisition	2 592 142	2 592 317
	8 924 001 \$	8 233 997 \$

Passif

Dépôts et certificats	1 045 263 \$	958 999 \$
Acceptations bancaires (note 4)	286 812	286 615
Mises en pension (note 2)	592 453	–
Autres passifs	909 719	907 716
Impôts futurs	371 677	371 746
Dette à long terme	1 200 000	1 200 000
Actions privilégiées (note 5)	360 000	360 000
	4 765 924	4 085 076

Capitaux propres

Actions ordinaires	1 514 850	1 511 110
Surplus d'apport	30 817	29 115
Bénéfices non répartis	2 778 973	2 781 755
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(166 563)	(173 059)
	4 158 077	4 148 921
	8 924 001 \$	8 233 997 \$

(Se reporter aux notes complémentaires.)

États consolidés de la variation des capitaux propres

(non vérifié)

(en milliers de dollars)

TRIMESTRES TERMINÉS LES 31 MARS

2009

2008

Actions ordinaires (note 5)

Solde au début	1 511 110 \$	1 504 290 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions	4 085	6 309
Rachetées aux fins d'annulation	(345)	(4 195)
Solde à la fin	1 514 850	1 506 404

Surplus d'apport

Solde au début	29 115	22 175
Options sur actions		
Charge de la période	1 794	1 926
Exercées	(92)	(326)
Solde à la fin	30 817	23 775

Bénéfices non répartis

Solde au début	2 781 755	2 678 618
Bénéfice net	133 527	211 203
Dividendes ordinaires	(134 519)	(128 597)
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres (note 5)	(1 790)	(27 181)
Solde à la fin	2 778 973	2 734 043

Cumul des autres éléments du résultat étendu sur les éléments suivants :

Titres disponibles à la vente

Solde au début	(112 031)	18 334
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s (déduction faite d'impôts de 2 708 \$ et de 4 069 \$)	(19 807)	(23 329)
Ajustement de reclassement des (gains) pertes inclus(es) dans le bénéfice net (déduction faite d'impôts de 410 \$ et de 1 375 \$)	(2 609)	(8 162)
Solde à la fin	(134 447)	(13 157)

Investissement dans une société affiliée et autre

Solde au début	(61 028)	(60 434)
Autres éléments du résultat étendu (déduction faite d'impôts de néant)	28 912	(4 996)
Solde à la fin	(32 116)	(65 430)
Total du cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin	(166 563)	(78 587)

Total des capitaux propres

4 158 077 \$ 4 185 635 \$

(Se reporter aux notes complémentaires.)

États consolidés du résultat étendu

(non vérifié)
(en milliers de dollars)

TRIMESTRES TERMINÉS LES 31 MARS
2009 2008

Bénéfice net	133 527 \$	211 203 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les éléments suivants :		
Titres disponibles à la vente	(22 416)	(31 491)
Investissement dans une société affiliée et autre	28 912	(4 996)
Autres éléments du résultat étendu	6 496	(36 487)
Résultat étendu	140 023 \$	174 716 \$

(Se reporter aux notes complémentaires.)

États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifié)

(en milliers de dollars)

TRIMESTRES TERMINÉS LES 31 MARS

2009 2008

Activités d'exploitation

Bénéfice net	133 527 \$	211 203 \$
Ajustements visant à déterminer les rentrées nettes provenant des activités d'exploitation		
Impôts futurs	2 950	14 272
Amortissement des commissions	74 276	81 547
Amortissement des immobilisations et des actifs incorporels	8 143	6 658
Variation des actifs et des passifs d'exploitation et autres	(19 847)	(170 137)
	199 049	143 543
Commissions versées	(61 489)	(91 339)
	137 560	52 204

Activités de financement

Augmentation nette des dépôts et des certificats	86 264	83 124
Variation de l'obligation relative aux actifs vendus en vertu des mises en pension	592 453	–
Émission d'actions ordinaires	3 993	5 983
Dividendes ordinaires versés	(134 462)	(121 529)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(1 592)	(30 347)
	546 656	(62 769)

Activités d'investissement

Achat de titres	(661 724)	(34 080)
Produit de la vente de titres	82 776	37 111
Augmentation nette des prêts	(318 065)	(342 954)
Produit de la titrisation (note 3)	218 413	271 172
Ajouts aux immobilisations, montant net	(1 892)	(8 816)
Acquisition d'actifs incorporels, montant net	(668)	–
	(681 160)	(77 567)

Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 056	(88 132)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 232 171	1 180 284

Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin 1 235 227 \$ 1 092 152 \$

Trésorerie	145 303 \$	104 117 \$
Équivalents de trésorerie	1 089 924	988 035
	1 235 227 \$	1 092 152 \$

Données supplémentaires sur les flux de trésorerie

Intérêts payés au cours de la période	20 810 \$	22 161 \$
Impôts payés au cours de la période	54 068 \$	159 154 \$

(Se reporter aux notes complémentaires.)

Notes complémentaires

31 MARS 2009 (non vérifié) (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et reflètent les mêmes conventions comptables que celles qui ont été énoncées dans la note 1 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2008, sauf pour ce qui suit. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus concurremment avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires s'y rapportant du rapport annuel de la Société daté du 31 décembre 2008.

Modifications de conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2009, la Société a adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Cette norme présente des directives révisées en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur la situation financière ni les résultats d'exploitation de la Société.

Modifications comptables futures

Le Conseil des normes comptables du Canada a annoncé que les PCGR du Canada seront remplacés par les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), dans leur forme publiée par l'International Accounting Standards Board. Les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS au plus tard le 1^{er} janvier 2011. La Société publiera ses premiers états financiers consolidés en vertu des IFRS, incluant l'information correspondante des périodes précédentes, pour le trimestre terminé le 31 mars 2011.

Chiffres correspondants de l'exercice précédent

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle du trimestre considéré.

2. TITRES

	31 MARS 2009		31 DÉCEMBRE 2008	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente :				
Actions ordinaires	373 300 \$	220 204 \$	404 928 \$	261 769 \$
Placements dans des fonds communs de placement exclusifs	39 027	33 832	33 360	28 518
Titres à revenu fixe	213 410	216 234	229 969	231 289
	625 737	470 270	668 257	521 576
Détenus aux fins de transaction :				
Obligations hypothécaires du Canada	597 318	592 035	–	–
Titres à revenu fixe	33 366	29 666	–	–
TH LNH	9 987	10 276	15 788	16 077
	640 671	631 977	15 788	16 077
	1 266 408 \$	1 102 247 \$	684 045 \$	537 653 \$

2. TITRES *(suite)*

Actions ordinaires (disponibles à la vente)

Au 31 mars 2009, les pertes non réalisées sur les actions ordinaires totalisaient 153,1 M\$. Les gains et les pertes non réalisés sur les actions ordinaires, déduction faite des couvertures, ont totalisé 5,3 M\$ et 140,3 M\$, respectivement, et sont inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. Les actions ordinaires sont évaluées périodiquement, ou plus souvent lorsque les conditions le justifient, afin de déterminer s'il existe une indication objective d'une dépréciation durable de la valeur. La majeure partie des pertes non réalisées ont eu lieu au second semestre de 2008, reflétant les conditions actuelles des marchés et les fluctuations des cours qui en résultent. La Société détient un portefeuille de titres diversifié qui comprend principalement des actions ordinaires de sociétés canadiennes bien capitalisées versant des dividendes, incluses dans l'indice S&P/TSX 60. La Société a la capacité et l'intention de détenir le portefeuille de titres pour une période de temps assez longue afin de permettre tout recouvrement de leur juste valeur. Au 31 mars 2009, la Société avait conclu que les pertes brutes non réalisées étaient temporaires.

Titres à revenu fixe (disponibles à la vente)

Au 31 mars 2009, les titres à revenu fixe totalisant 216,2 M\$ étaient principalement composés d'acceptations bancaires d'un montant de 121,9 M\$ de billets de dépôt de premier rang de banques à charte canadiennes d'un montant de 58,0 M\$ et d'obligations de sociétés de 33,2 M\$.

Obligations hypothécaires du Canada (détenues aux fins de transaction)

Pour appuyer ses activités de gestion du risque de taux d'intérêt liées à ses activités bancaires hypothécaires, la Société a acheté des Obligations hypothécaires du Canada au cours du premier trimestre de 2009. Ces titres ont par la suite été vendus au cours du trimestre en vertu de mises en pension qui représentent des transactions à court terme dans le cadre desquelles la Société vend des titres qu'elle détient déjà et s'engage simultanément à racheter les mêmes titres à un prix convenu à une date future déterminée. Ces titres ont une juste valeur de 592,0 M\$. L'obligation de racheter les titres est inscrite au coût après amortissement et a une valeur comptable de 592,5 M\$. Les intérêts débiteurs relatifs à ces obligations sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice au poste Revenu de placement net et autres revenus dans les états consolidés des résultats.

Titres à revenu fixe (détenus aux fins de transaction)

Au 31 mars 2009, les titres à revenu fixe de 29,7 M\$ étaient composés de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») non commandité par des banques. À l'origine, le placement de la Société en PCAA totalisait 50,2 M\$ et était classé comme disponible à la vente. Auparavant, la Société a réduit la juste valeur du PCAA en inscrivant des charges de 14,9 M\$ et a constaté une charge additionnelle de 3,7 M\$ au premier trimestre de 2009. Le placement de la Société en PCAA a été réduit d'un montant en espèces de 1,9 M\$ reçu de la part des fonds fiduciaires liés au PCAA au cours du trimestre.

Le plan de restructuration proposé par le comité pancanadien des investisseurs et approuvé par tribunal a été mis en œuvre le 21 janvier 2009. Cette restructuration a donné lieu à la conversion du PCAA de la Société en titres à plus long terme qui sont classés comme détenus aux fins de transaction. La Société a reçu quatre catégories de billets dont la date d'échéance prévue est le 22 janvier 2017, ainsi que cinq catégories de billets reflétant des actifs sous-jacents précis. Plus de 75 % des nouveaux billets de la Société sont composés de billets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 auxquels Dominion Bond Rating Service a accordé une cote de A.

L'évaluation du PCAA par la Société était fondée sur son appréciation des conditions en vigueur au 31 mars 2009. La juste valeur estimative reflète la répartition des billets à taux variable que la Société a reçus et dont l'échéance est d'approximativement sept ans. La Société a estimé la juste valeur de la composante des billets de premier rang et des billets subordonnés en actualisant les flux de trésorerie prévus selon un taux comparable aux taux de rendement en vigueur sur les marchés et selon les différentiels de taux disponibles pour les titres ayant des caractéristiques semblables à celles des billets restructurés, et d'autres données relatives au marché qui reflètent l'information la plus juste à laquelle a accès la Société. La juste valeur des billets reflète IA à long terme à taux variable a été évaluée selon les données observables du marché provenant de sources d'établissement des prix indépendantes ou en actualisant les flux de trésorerie prévus reflétant les meilleures données disponibles de la Société, incluant une référence aux taux en vigueur sur les marchés pour les instruments d'emprunt sur le marché canadien. Au 31 mars 2009, une augmentation de 100 points de base des taux d'actualisation estimatifs réduirait le bénéfice net de 2,5 M\$.

3. TITRISATIONS

La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels par l'intermédiaire de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. Au cours du deuxième trimestre de 2008, la Société a commencé à émettre des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (« TH LNH ») qui sont vendus à une fiducie qui émet des titres aux investisseurs par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), lequel est commandité par la SCHL. Les gains et les pertes avant impôts liés à la vente de créances hypothécaires sont inscrits au poste Revenu de placement net et autres revenus dans les états consolidés des résultats.

Les activités de titrisation pour les trimestres terminés les 31 mars 2009 et 2008 se présentent comme suit :

	TRIMESTRES TERMINÉS LES 31 MARS	
	2009	2008
Prêts hypothécaires résidentiels titrisés	219,6 \$	272,7 \$
Produit en espèces, montant net	218,4	271,2
Juste valeur des droits conservés	14,2	10,4
Gains avant impôts sur les ventes	11,4	6,7

4. ACCEPTATIONS BANCAIRES

Une banque à charte canadienne de l'annexe I a fourni à la Société une facilité de crédit-relais non renouvelable engagée relative à l'acquisition de La Financière Saxon Inc., exigible le 27 octobre 2009. Les taux d'intérêt sur la facilité de crédit fluctuent en fonction des taux des acceptations bancaires canadiennes.

En avril 2009, la Société a remboursé le solde de la facilité de crédit (*note 12*).

5. CAPITAL-ACTIONS

Émis et en circulation

	31 MARS 2009		31 MARS 2008	
	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE
Actions privilégiées de premier rang, série A	14 400 000	360 000 \$	14 400 000	360 000 \$
Actions ordinaires				
Solde au début	262 364 622	1 511 110 \$	264 192 998	1 504 290 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions	176 176	4 085	271 872	6 309
Rachetées aux fins d'annulation	(60 000)	(345)	(735 000)	(4 195)
Solde à la fin	262 480 798	1 514 850 \$	263 729 870	1 506 404 \$

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 23 mars 2009, la Société a entrepris une offre publique de rachat, en vigueur pour une année, dans le cours normal de ses activités. En vertu de cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 13,1 millions de ses actions ordinaires en circulation, soit 5 % de celles-ci au 13 mars 2009. Au cours du premier trimestre de 2009, 60 000 actions ont été rachetées au coût de 1,6 M\$, et les primes versées pour acquérir les actions en excédent de la valeur attribuée ont été imputées aux bénéfices non répartis.

Le 22 mars 2008, la Société a entrepris une offre publique de rachat, en vigueur pour une année, dans le cours normal de ses activités. En vertu de cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 13,2 millions de ses actions ordinaires en circulation, soit 5 % de celles-ci au 14 mars 2008. Au premier trimestre de 2008, 735 000 actions ont été rachetées au coût de 31,3 M\$, et les primes versées pour acquérir les actions en excédent de la valeur attribuée ont été imputées aux bénéfices non répartis.

6. GESTION DU CAPITAL

Les politiques, procédures et activités de gestion du capital de la Société sont incluses dans le rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2009 et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2008. Se reporter à la note 12 portant sur les débetures émises par la Société après le 31 mars 2009.

7. RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

	31 MARS 2009	31 DÉCEMBRE 2008
Options sur actions ordinaires		
– En circulation	9 895 075	8 929 679
– Pouvant être exercées	5 162 766	4 657 554

Au premier trimestre de 2009, la Société a attribué 1 306 215 options à des salariés (1 000 230 en 2008). Une tranche des options attribuées à des salariés est assortie d'objectifs de rendement. La juste valeur moyenne pondérée des options dont l'acquisition des droits se fait sur une période de temps et qui ont été attribuées au cours du trimestre terminé le 31 mars 2009 a été estimée à 1,53 \$ l'option (5,41 \$ en 2008) selon le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes. La juste valeur moyenne pondérée des options fondées sur le rendement attribuées au cours du trimestre terminé le 31 mars 2009 a été estimée à 0,45 \$ l'option (1,60 \$ en 2008) selon le modèle d'évaluation du prix des options à barrière. Les hypothèses utilisées pour ces modèles d'évaluation du prix sont les suivantes : i) un taux d'intérêt sans risque de 2,25 % (3,28 % en 2008); ii) une durée de l'option prévue de six ans (six ans en 2008); iii) une volatilité prévue de 20,00 % (20,00 % en 2008); iv) un rendement des actions prévu de 7,69 % (4,51 % en 2008).

La Société a inscrit une charge de rémunération liée à son programme d'options sur actions de 1,6 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2009 (1,8 M\$ en 2008).

8. GESTION DES RISQUES

Les politiques et procédures de gestion des risques de la Société sont incluses dans le rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2009 et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2008.

9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La Société a constaté la charge au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite comme suit :

	TRIMESTRES TERMINÉS LES 31 MARS 2009	2008
Charge au titre des régimes de retraite	1 217 \$	(646) \$
Charge au titre des avantages complémentaires de retraite	992	1 298
Total	2 209 \$	652 \$

10. BÉNÉFICE PAR ACTION ORDINAIRE

TRIMESTRES TERMINÉS LES 31 MARS
2009 2008

Bénéfice		
Bénéfice net	133 527 \$	211 203 \$
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)		
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	262 417	264 116
Ajouter :		
– exercice potentiel des options sur actions en cours	847	2 038
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	263 264	266 154
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)		
De base	0,51 \$	0,80 \$
Dilué	0,51 \$	0,79 \$

Dans certains cas, les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires. Ces conversions ne sont pas incluses dans le calcul du bénéfice dilué par action puisque la Société a la possibilité de régler l'opération en espèces plutôt qu'en actions.

11. INFORMATION SECTORIELLE

	2009			
	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Trimestre terminé le 31 mars				
Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net				
Gestion	213 880 \$	143 789 \$	7 750 \$	365 419 \$
Administration	47 959	33 821	542	82 322
Distribution	35 139	6 593	20 604	62 336
Revenu de placement net et autres revenus	43 145	3 264	2 568	48 977
	340 123	187 467	31 464	559 054
Frais d'exploitation				
Commissions	106 948	66 112	19 316	192 376
Frais autres que les commissions	79 155	70 091	9 269	158 515
	186 103	136 203	28 585	350 891
Bénéfice avant les éléments suivants :	154 020 \$	51 264 \$	2 879 \$	208 163
Intérêts débiteurs				22 893
Bénéfice avant impôts				185 270
Impôts sur les bénéfices				51 743
Bénéfice net				133 527 \$
Actifs identifiables	1 903 525 \$	2 680 419 \$	1 747 915 \$	6 331 859 \$
Écart d'acquisition	1 347 781	1 166 842	77 519	2 592 142
Total de l'actif	3 251 306 \$	3 847 261 \$	1 825 434 \$	8 924 001 \$

11. INFORMATION SECTORIELLE *(suite)*

	2008			
Trimestre terminé le 31 mars	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net				
Gestion	278 889 \$	201 142 \$	10 618 \$	490 649 \$
Administration	52 369	34 359	774	87 502
Distribution	38 051	8 643	28 993	75 687
Revenu de placement net et autres revenus	42 902	6 847	10 566	60 315
	412 211	250 991	50 951	714 153
Frais d'exploitation				
Commissions	117 853	90 584	26 557	234 994
Frais autres que les commissions	79 464	77 891	10 056	167 411
	197 317	168 475	36 613	402 405
Bénéfice avant les éléments suivants :	214 894 \$	82 516 \$	14 338 \$	311 748
Intérêts débiteurs				21 990
Bénéfice avant impôts				289 758
Impôts sur les bénéfices				78 555
Bénéfice net				211 203 \$
Actifs identifiables	1 640 173 \$	2 596 034 \$	1 273 789 \$	5 509 996 \$
Écart d'acquisition	1 347 781	965 192	78 529	2 391 502
Total de l'actif	2 987 954 \$	3 561 226 \$	1 352 318 \$	7 901 498 \$

12. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 7 avril 2009, la Société a émis 375,0 M\$ de débentures à 7,35 % venant à échéance le 8 avril 2019. En avril 2009, la Société a utilisé une tranche de 287,0 M\$ du produit des débentures pour rembourser les acceptations bancaires exigibles le 27 octobre 2009 en lien avec l'acquisition de La Financière Saxon Inc.

Renseignements aux actionnaires

Siège social

447 Portage Avenue
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3B6
Téléphone : 204-943-0361
Télécopieur : 204-947-1659

Vérificateurs

Deloitte & Touche s.r.l.

Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Société de fiducie
Computershare du Canada
Téléphone : 1-800-564-6253
service@computershare.com
Télécopieur : 1-888-453-0330

600 530-8th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3S8

Suite 2008, Purdy's Wharf Tower II
1969 Upper Water Street
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3R7

1500, rue University, 7^e étage
Montréal (Québec) H3A 3S8

100 University Avenue
9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1

510 Burrard Street, 2nd Floor
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6C 3B9

830-201 Portage Avenue
Winnipeg (Manitoba) R3B 3K6

Inscription en Bourse

Bourse de Toronto

Les actions de Société financière IGM Inc. sont cotées à la Bourse de Toronto, sous les symboles boursiers suivants :
Actions ordinaires : IGM
Actions privilégiées de premier rang, série A : IGM.PR.A

Renseignements aux actionnaires

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, communiquez avec :

Gregory D. Tretiak,
Vice-président exécutif
et chef des services financiers
Téléphone : 204-956-8748
Télécopieur : 204-956-1446
greg.tretiak@investorsgroup.com

Pour obtenir des exemplaires du rapport annuel ou des rapports trimestriels, veuillez communiquer avec le bureau du Secrétaire général au 204-956-8383 ou visitez notre site Web au www.igmfinc.com.

If you wish to receive an English language version of this report, please contact IGM Financial Inc.'s Secretary, 447 Portage Avenue, Winnipeg (Manitoba) R3C 3B6

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

La Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'entremise de la Bourse de Toronto, du 23 mars 2009 au 22 mars 2010. Pendant la durée de l'offre, la Société entend racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 13 123 814 actions ordinaires, soit environ 5 % de son capital en circulation. Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire du document relatif à cette offre en communiquant avec le Secrétaire général au siège social de la Société.

Sites Web

Visitez nos sites Web, aux adresses suivantes :
www.igmfinc.com
www.groupeinvestors.com
www.mackenziefinancial.com
www.ipcc.ca

Société financière IGM Inc. fait partie du groupe d'entreprises de la Corporation Financière Power.

^{MC} Marques de commerce de Société financière IGM Inc., utilisées sous licence par ses filiales.

* Marques de commerce de la Corporation Financière Mackenzie ou de ses filiales, utilisées avec leur autorisation.

Investment Planning Counsel est une marque de commerce d'Investment Planning Counsel Inc., utilisée avec son autorisation.

[†] *Solutions Bancaires est une marque de commerce de la Corporation Financière Power. Utilisation sous licence par la Banque Nationale du Canada. Les produits et services Solutions Bancaires sont fournis par la Banque Nationale du Canada. Morningstar et la Cote Morningstar sont des marques de commerce de Morningstar Research Inc.*

« Rapport du premier trimestre de 2009 de Société financière IGM Inc. » © Société financière IGM Inc. 2009

Financière
IGM

 **Groupe
Investors™**

Mackenzie 
PLACEMENTS

 **Investment
Planning Counsel™**
SOLUTIONS FINANCIÈRES PENDANT LA VIE